ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC BOUTROS BOUTROS-GHALI p. 16

L'ACTION FRANÇAISE 2000

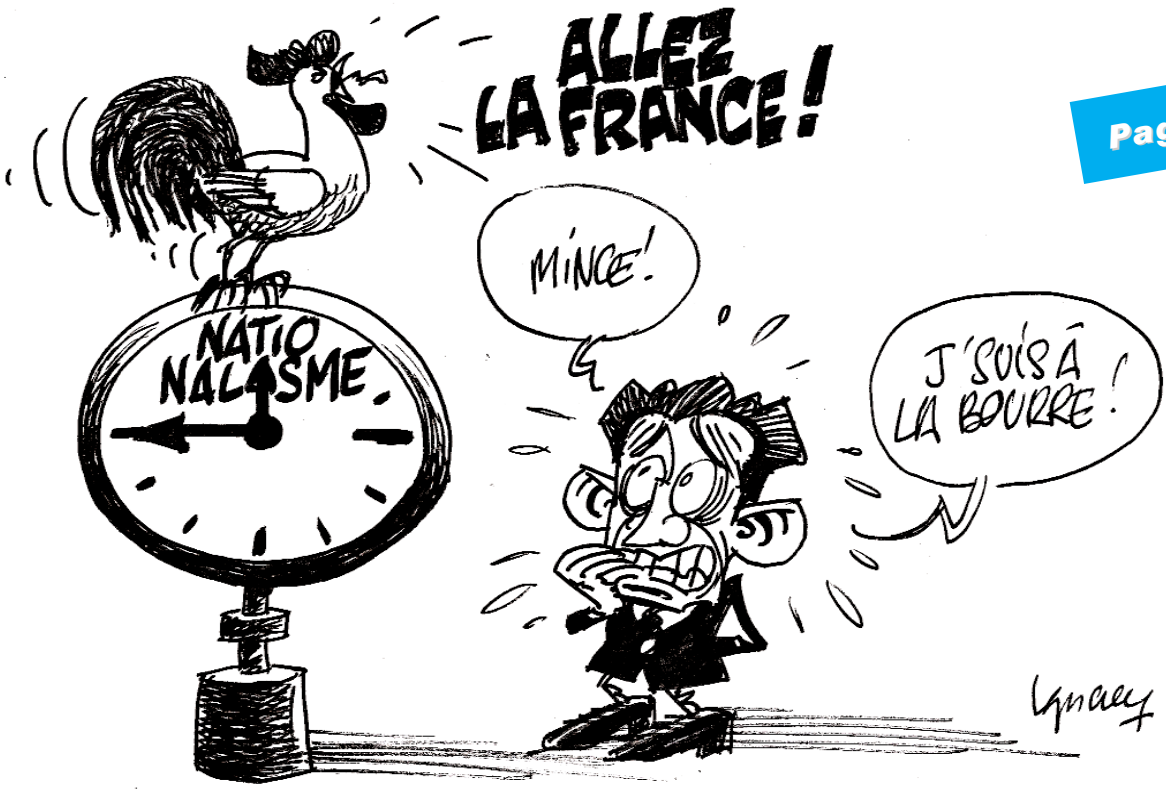
4 € I N° 2815 I 65e année I Du 21 avril au 4 mai 2011 I Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois I www.actionfrancaise.net

L'heure est au nationalisme

L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE
PSA et Renault au salon de Shanghai ..... p. 2
✓ POLITIQUE
Finances locales : emprunts toxiques, élus pollués ..... p. 4
✓ SOCIÉTÉ
Révision constitutionnelle : le budget soumis aux juges ... p. 5
Un rapport officiel stigmatise une France raciste ..... p. 5
Outrages contre les chrétiens ..... p. 6
✓ MONDE
Révolte islandaise dans l'affaire Icesave ..... p. 7
La "coalition" enlisée en Libye ..... p. 9
Syrie et Yémen dans le collimateur ..... p. 9
✓ ARTS & LETTRES
Van Dongen, un anarchiste mondain ..... p. 10
Livres : la face de Dieu ..... p. 11
✓ HISTOIRE
La guerre de Sécession : une blessure béante ..... p. 12
✓ IDÉES
Chesterton : un fantôme du passé ..... p. 13
Débat : Pour un compromis... royaliste ! ..... p. 13
✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS
Tradition contre modernité au cinéma ..... p. 14

M 01093 - 2815 - F: 4,00 €



Page 3

Le président est mort...

DÉCIDÉMENT, le trépas des hommes politiques ne lasse pas. Après la mort de Staline en bande dessinée, la mort de Hitler en film, la mort de Mussolini analysée par Pierre Milza, *France 3*, mardi 12 avril, diffusait *Mort d'un président* de Pierre Aknine.

Le sujet ? La longue et terrassante maladie de Georges Pompidou. Fascination pour l'inexorable déchéance qui brise ces grands malades qui nous gouvernent. La maladie et la disparition des grands de ce monde confinent au genre littéraire, à la tragédie sur planches ou sur grand écran. Mais ce n'est pas nouveau. Souvenez-vous de l'agonie de Mitterrand vue par Benamou et filmée par Guédiguian. Par-delà la compassion qu'inspire l'homme souffrant, quelle leçon politique en tirons-nous ? D'abord l'inévitable rappel des vanités humaines. Tout finit bien un jour. Ensuite intervient ce contraste saisissant entre la puissance supposée de l'homme et son corps, jusque-là son meilleur allié, son seul ami, devenu un traître qui se dérobe à sa volonté. Édification des peuples devant leur souverain valétudinaire et qui, loin de retirer tout crédit, renforce leur sacralité. Ainsi, de Baudoin IV, roi lépreux de Jérusalem, respecté par Saladin. Ainsi de Louis XIV finissant, jamais aussi grand que dans les dernières années du règne, épave percluse de goutte, édenté, chauve mais toujours royal, toujours souverain.

Avec le très bon téléfilm de Piere Aknine, meilleur scénario au festival de Luçon, vous retrouvez l'ambiance délétère des années 1972-1974, l'influence occulte de Juillet et Garaud, la fabrication de leur poulain Chirac, l'empressement des barons du gaullisme à pousser Chaban avant même la mort de Pompidou. Le film n'est vu qu'à travers le prisme de la droite qui n'en sort pas grandie. Seul, président caché affrontant son destin, Pompidou fait montre d'une grande maîtrise de soi. Occasion de rappeler que malgré les déficiences des chefs de l'État, la Ve République, la plus monarchique de toutes, garantit le bon fonctionnement des affaires courantes.

À ce jeu-là, et à ceux qui vous disent : « *Vous êtes royaliste !* » avec le ton de l'indignation, en jetant comme argument la possibilité d'un roi malade ou dément, rappelez-leur qu'à la grande tombola des urnes, surgit aussi l'alcoolisme d'Eltsine, la bêtise de Bush fils, la leucémie de Pompidou et la prostate de Miterrand. L'État demeure, toujours plus solide que ses hommes. Reste qu'il lui manque une âme, pour nous le roi. ❑

Marc Savina

❑ AUTOMOBILE

Lion et Losange en Chine

Du 21 au 28 avril se tient le salon automobile de Shanghai, dont l'importance rivalise désormais avec celui de Genève. Peugeot et Citroën devraient s'y faire remarquer, tandis que Renault demeure discret dans l'empire du Milieu.

Le Grand Prix de Formule 1 disputé à Shanghai dimanche dernier ouvrait en quelque sorte la quinzaine automobile de l'Empire. Le Salon 2011 de la mégapole maritime accueille cette année quatrevingt-quatre constructeurs chinois et étrangers qui se disputent le nouveau premier marché du monde. Comme au salon le plus huppé de la planète, Genève, les *concept cars* de rêve en seront les vedettes, ce qui prouve la maturité de la manifestation, et celle des usines locales.

À bord de la Luxgen Neora

Taïwan, c'est la Chine !

Le clou de l'exposition pourrait être la Luxgen Neora, un concept de berline électrique longue et basse très élégante. Cette voiture formosane est susceptible d'entrer en production aux usines Dongfeng de Hangzhou à côté des SUV et MPV Luxgen qui vont sortir à la cadence de 120 000 unités par an chez les soixante-cinq concessionnaires de la nouvelle marque. On parle beaucoup du concept Mercedes-Benz Classe A mais plus encore de l'Audi Q3 ; la marque bavaroise récolte les fruits d'une entrée réussie de Volkswagen sur le marché de la production nationale, il y a vingt-cinq ans. La « *qualité allemande made in China* » était le slogan publicitaire pour la Santana shanghaienne.

Les marques Peugeot et Citroën seront en vue car elles font partie du paysage industriel local et produisent de la qualité dans leurs usines de Wuhan. PSA a aussi une fonderie de moteurs à Xiangyang. La 3008 a été élue "crossover [1] de l'année 2010", ce qui n'est pas un mince succès. Les modèles des stands PSA sont emblématiques, comme la grosse 508 qui devient le vaisseau amiral du fauve de Sochaux, et un concept hybride développé par le China Tech Center de Shanghai, celui-là même où fut produit la Metropolis de Mathias Hossan pour l'Exposition universelle de 2010. Un projet de voiture présidentielle développé sur cette base serait d'ailleurs dans les cartons pour remonter les Champs-Élysées en mai 2012. Le toit aux places arrière n'est pas trop bas, dit-on.

Déesses chevronnées

Citroën, intelligemment démarqué au sein de la galaxie PSA, va montrer sa DS5 en avant-première mondiale. C'est un *crossover* à moteur hybride alliant style et technologie pointue dans la lignée prestigieuse des DS mythiques. Pour l'instant, la nouvelle gamme DS est un sans-faute. Les chiffres de production des Peugeot-Citroën en Chine sont éloquents et sanctionnent une politique prudente mais volontaire, depuis l'époque difficile d'acclimatation "psychologique" apportée par l'usine de breaks 505 et *pick-up* 504 de Canton (!), reprise depuis par Honda, jusqu'au succès de la coproduction avec la Dongfeng Motors de Wuhan. En 2010, ce sont 376 000 unités qui sont tombées des chaînes et ont été vendues, soit une hausse de 38 %. Mais les parts de marché du groupe en Asie sont encore trop justes pour amortir les coûts locaux de développement produits et le réseau de concessionnaires. Pour atteindre une taille critique et stabiliser son aventure chinoise pour qu'elle n'en soit plus une, PSA privilégie une croissance organique par le lancement de nouveaux modèles technologiques. Au China Tech Center travaillent 450 ingénieurs et stylistes. L'objectif est d'atteindre 8 % de part de marché au cours du quinquennat 2015-2020, ce qui n'est pas rien dans un grand marché en constante progression. Aussi le groupe a-t-il doublé la mise dans un accord paritaire passé avec le groupe Chang'An qui fabriquera en 2012 la série DS chez Harbin Hafei à Shenzhen. Mais il manque encore la signature politique. Il se dit qu'une voiture *low cost* y serait produite également mais sous un nom de marque inédit ; le projet interfère peut-être avec l'autre "aventure Peugeot" à Bombay.

Rivalités internationales

Reste Renault. Le moteur RS27 de Viry-Châtillon a de nouveau brillé sur le podium du Grand Prix de Formule 1, dans les voitures Red Bull qui continuent aux avant-postes. Mais cette gloire ne participera pas de la promotion du Losange en Chine où M. Ghosn ne produit rien. Pour les autorités chinoises, qui n'avaient pas spécialement favorisé les projets de Louis Schweitzer, les accords "Nissan 2002" valent pour tout le groupe qui devra s'y limiter. M. Ghosn en tirera avantage pour sa casquette de patron japonais et devra donc s'en contenter puisque ce ne sont pas les dénonciations calomnieuses du *staff* Renault à l'endroit des espions chinois qui peuvent améliorer la collaboration sous la seconde casquette. Si les Chinois ne sur-réagissent pas à cette mascarade, comme ils le font d'ordinaire, c'est au simple motif que l'entreprise est toujours pour eux une entreprise publique, donc... pardonnable. Renault a un stand d'importation au salon (hall E3). À côté de Nissan, Renault n'est quand même pas absent d'Asie, avec une grosse usine à Madras (Inde) qui va produire les modèles Fluence et le 4x4 Koleos, et la belle usine Samsung de Busan (Corée) qui fabrique la Latitude, haut de gamme Renault du moment.

Mais au final, le défi automobile chinois réside moins dans la construction d'usines-champignons robotisées que dans le rationnement énergétique qui menace le pays. C'est une autre question. ■

Catoneo

[1] *Crossover* : néologisme international qui désigne des voitures multi-usage nées du croisement d'un véhicule utilitaire sport (SUV) et d'une berline (quatre portes) voire un coupé (deux portes) ou encore d'un monospace, dans le but de profiter des avantages qu'offrent chacun des univers ainsi croisés. Au résultat, c'est un véhicule résistant au stress de la conduite en ville.

» ALLEMAGNE

La Bundesbank a-t-elle joué les entremetteurs entre New Delhi et Téhéran ? Le quotidien allemand *Handelsblatt* l'en a accusée le 28 mars, rapporte notre confrère Romaric Godin (*La Tribune*, 05/04/2011). Alors que l'Inde souhaiterait acheter le pétrole des ayatollahs dans une relative discrétion, la banque fédérale d'Allemagne se serait proposée comme intermédiaire financier. Cela en dépit des sanctions internationales pesant sur l'Iran.

» ÉTATS-UNIS

L'interventionnisme est loin d'être méconnu des États-Unis. En témoigne l'immobilier, dont le financement outre-Atlantique « *mérite une réforme complète* » selon un rapport du FMI. Pointant un facteur d'instabilité, le Fonds rappelle que, dans le cas présent, « *la participation de l'État* [...] *a accentué les fluctuations des prix et amplifié la croissance du crédit hypothécaire immédiatement avant la crise* ».

» AUSTRALIE

L'Australie résiste à la vague de fusions affectant les places boursières de part le monde. Selon Canberra, « *un rachat d'ASX* [la bourse australienne] *aurait compromis la souveraineté du pays* [...] *sans pour autant faciliter l'accès des entreprises australiennes aux capitaux* », rapporte notre confrère Guillaume Maujean (*Les Échos*, 11/04/2011). Ayant dû renoncer à sa proie, le Singapore Exchange (SGX) pourrait lui-même faire l'objet d'une offre d'achat.

Sur le front de l'euro

Le Portugal en appelle à l'aide internationale, les taux grecs s'envolent, et la menace des juges allemands plane sur le Mécanisme européen de stabilité financière.

COMME PRÉVU, la Banque centrale européenne a annoncé, le 7 avril, la hausse de ses taux directeurs. Une décision controversée, motivée par la reprise de l'inflation contre laquelle Jean-Claude Trichet prétend lutter en priorité. La hausse des prix des matières premières importées s'en trouvera compensée, en raison d'un nouveau renchérissement de l'euro. Avec le risque de freiner la croissance et d'aggraver la situation des pays les plus fragiles de la zone euro.

La même jour, le Portugal a sollicité l'aide budgétaire de l'Union européenne et du FMI. Faute de pouvoir compter sur les engagements d'un gouvernement démissionnaire, ceux-ci devraient discuter avec les différentes formations politiques du pays. Tandis qu'il se place, plus ou moins, sous la tutelle de l'étranger, celui-ci est loin de proclamer l'union sacrée : José Socrates, le Premier ministre démissionnaire, n'a pas manqué de vilipender l'opposition, coupable, selon lui, d'avoir « *par sa hâte d'arriver au pouvoir, jeté le pays dans les bras du FMI* ».

Quant à la Grèce, elle n'est pas sortie d'affaire. Ses taux d'emprunt se sont envolés sur les marchés obligataires, dépassant les 14 % à dix ans, et davantage à court terme. En dépit des démentis officiels, répétés à l'envie, la perspective d'une restructuration de la dette grecque est souvent jugée inéluctable.

Les responsables politiques refusent néanmoins de l'envisager, par crainte de susciter une "contagion". En outre, Paris et Berlin s'inquiéteraient pour leurs banques, plus particulièrement exposées.

En tout cas, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel vont continuer de marteler leur foi dans le fonds de stabilité européen, dont la pérennisation pourrait se heurter à quelques obstacles. En effet, rapporte *La Tribune* (13/04/2011), « *deux rapports dévoilés outre-Rhin insistent sur la perte de souveraineté budgétaire du Bundestag* » qui en résulterait. La cour constitutionnelle de Karlsruhe pourrait être saisie. Or, si elle exigeait que la mise en œuvre du Mécanisme soit soumise au feu vert du parlement, elle affecterait gravement sa crédibilité aux yeux des marchés. Une fois de plus, la démocratie menace d'enrayer la machine européenne. ■ **G.D.**

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique : François Marcilhac (éditorialiste), Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Aristide Leucate, , Marc Savina

Société : Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux, Stéphane Piolenc

Économie & Social : Guy C. Menusier

Europe : Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menusier

Monde : Philippe Maine, Pascal Nari

Arts & Lettres : Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Louis Montarnal, Alain Waelkens

Histoire : Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget, Frédéric Winkler

Chroniques : Jean-Baptiste Morvan

Idées : Stéphane Blanchonnet, Dimitri Julien, François Marcilhac

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

L'heure est au nationalisme

« *Parfois, cela paie de tenir à ses convictions, même si l'on se heurte à des obstacles et si on est raillé* », a lancé à ses militants, dimanche 17 avril au soir, Timo Soini, le dirigeant du parti des Vrais Finlandais, qui vient de réaliser une percée spectaculaire aux élections législatives en devenant, de petit parti, la troisième force nationale, les trois principales formations du pays se tenant à moins de 1 %, c'est-à-dire dans un mouchoir de poche.

La défiance gronde en Europe

Oui, cela paie de tenir à ses convictions.

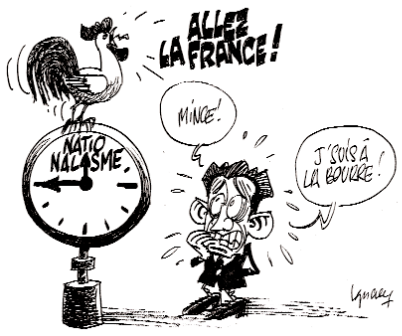
La Finlande rejoint ces nombreux pays dont l'électorat, un peu partout en Europe, montre une méfiance accrue à l'encontre d'une Europe mondialisée, qui favorise l'immigration et la « *libre circulation des personnes et des biens* » - mis dans le même sac - pour mieux peser sur les salaires et les conditions travail tout en dissolvant les réalités nationales, qui demeurent le seul obstacle à l'organisation du grand "village" planétaire. Détruire les civilisations pour mettre les peuples sous la coupe des marchés et de leurs profiteurs : l'idéologie cosmopolite n'a jamais eu d'autre objectif, comme le confirme Laurence Parisot, dans un entretien au *Monde* daté du 18 avril : « *Restons un pays ouvert, qui accueille de nouvelles cultures et tire profit du métissage* », ajoutant que, face à la montée des populismes, « *le plus grand danger, ce serait de se refermer* ». Tout est dit, et les propos de la patronne des patrons relativisent quelque peu le discours gouvernemental sur la fermeté face à l'immigration illégale, voire légale, quand on se rappelle que l'objectif de Sarkozy, en 2007 - la seule promesse qu'il réaliserait si, par malheur, il était réélu - était de favoriser une France où l'expression "Français de souche" aurait disparu, faisant du métissage une valeur en soi, dans une dérive racialiste tout aussi nauséabonde que ce racisme biologisant que l'Action française a toujours combattu...

Car c'est à une offensive cosmopolite et "antiraciste" - ce « *communisme du XXIe siècle* », comme l'a un jour qualifié le philosophe Finkielkraut - que nous assistons. La même semaine où Laurence Parisot se désolidarise de la politique d'affichage du gouvernement, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) révèle dans son vingtième rapport annuel sur le racisme [1], rendu public le 12 avril, que quelque 59 % des Français considèrent que l'intégration des immigrés fonctionne « *très mal* », 54 % en rendant responsables les immigrés eux-mêmes ! Pire : 56 % des sondés considèrent qu'il y a « *trop d'immigrés en France* », soit neuf points de plus qu'en 2009. Et la CNCDH d'évoquer un « *racisme compréhensif* », nouveau concept... pour tout dire crapuleux, quand on se rappelle que le racisme est un délit en France. Visiblement, pour la CNCDH, il ne suffit pas de culpabiliser les Français sur leur réticence à accueillir de nouveaux immigrés : il faut criminaliser toute opposition aux flux migratoires prônés par le MEDEF, Bruxelles et Sarkozy, qui, jamais, ne s'est opposé dans les faits à l'augmentation sans précédent, sous son mandat, de l'immigration, en dépit des gesticulations, qu'on peut parier sans lendemain, à Vintimille, de Guéant, "gendarme" de ce théâtre de Guignol qu'est la politique migratoire du gouvernement. À quand le délit anti-immigrationniste ?

L'esbroufe diabolisée

La gauche, du reste, par sa diabolisation de la politique d'esbroufe menée par Sarkozy et Guéant, ne fait que favoriser l'imposture. Comme si la montée d'un « *populisme frileux* » ou « *refermé sur soi* » - ainsi les mondialistes qualifient-ils les partisans de l'indépendance des nations face aux marchés -, et cette « *libération de la parole* », criminalisée par ceux qui, au travers de lois liberticides et de procès en sorcellerie, visent à bâillonner les citoyens, étaient la conséquence des rodomontades sarkozyennes. Il y a belle lurette que les pitreries du chef de l'État en matière de sécurité, d'immigration et de politique sociale ne font plus illusion auprès de la majorité des Français et c'est les prendre pour des imbéciles de penser que ce qui a marché en 2007 pourrait de nouveau fonctionner l'an prochain... Le partage des rôles crève les yeux, à l'intérieur même du gouvernement et de la "société civile" proche du pouvoir, entre ceux dont les discours sont dirigés vers le pays réel (Guéant, Bertrand), et ceux qui s'adressent à l'électorat dénationalisé (Fillon, Lagarde, Parisot), que l'UMP partage avec le Centre et la droite du Parti socialiste. Copé, pour exister comme secrétaire général, souffle le chaud (le faux débat sur la laïcité) et le froid (il est favorable à l'immigration "contre" Guéant).

Car il s'agit de dénoncer le contresens intéressé, selon lequel c'est parce que l'UMP s'essouffle après les thématiques du Front national que nous assistons à cette montée d'un prétendu « *racisme compréhensif* ». Au contraire, c'est parce que, loin d'être des fantasmes créés de toutes pièces par des esprits aussi hors sol que pervers, l'injustice sociale, l'immigration effrénée et la remise en cause de notre vivre-ensemble hérité de l'histoire, de notre culture et de la place de la religion nationale - le catholicisme - en France, sont des problèmes réels et, de plus, liés, que les Français qui en prennent conscience se tournent toujours plus nombreux vers une dynamique nationale qu'aucun parti ne saurait, du reste, porter à lui tout seul.



Alors même que l'indépendance de la nation est en cause - le gouvernement se prépare à faire inscrire dans la Constitution, sous prétexte d'équilibre des finances publiques mais afin de satisfaire aux exigences allemandes, la conformité du budget national aux directives bruxelloises, elles-mêmes dictées par les agences de notation -, aujourd'hui, plus que jamais, l'heure est au nationalisme.

On sait le mot diabolisé. L'Action française ne l'a jamais renié car elle n'a jamais eu à rougir ni de sa conception de la nation ni des services qu'elle n'a cessé de lui rendre. Loin de toute dérive ethniciste ou de toute caricature identitaire, elle a toujours conçu la nation comme vecteur d'universel. Lieu de nos libertés concrètes et de tout progrès possible, la nation reste, au temporel, notre bien le plus précieux et notre nationalisme, purement défensif, ne vise qu'à s'incarner dans la personne effective et tutélaire du Prince capétien, qui résume à lui seul l'intérêt national - c'est cela et rien d'autre, le nationalisme intégral.

Toutefois, dans l'attente de l'héritier, il faut conserver l'héritage. Nous le ferons aux côtés de tous ceux qui, ne partageant pas (encore) notre conclusion royale, ont comme nous la volonté de rendre à la France sa liberté d'action, condition première de son avenir. Dimanche 8 mai, défilant pour Jeanne d'Arc, nous l'affirmerons avec force. ❑

François Marcilhac

[1] Voir dans ce même numéro l'article de Stéphane Piolenc (page 5).

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Des résultats encourageants

UN RÉSULTAT encourageant : la vente de *L'Action Française 2000* au numéro dans les kiosques a augmenté de 22 % sur les trois premiers mois de 2011, par rapport au nombre moyen d'exemplaires vendus par numéro en 2010.
Les améliorations que nous avons réalisées tant sur la présentation du journal que sur son contenu, avec l'arrivée de nouveaux et talentueux collaborateurs, ont porté leurs fruits. Merci au comité de rédaction de *L'AF 2000*.
Un abonné nous écrit : « *Je trouve que votre journal s'améliore vraiment. Il y a des bons articles, intéressants à lire. Continuez dans la voie de l'amélioration.* »
Pour continuer à progresser, il nous faut maintenant augmenter le nombre de nos abonnés. Rappelons qu'un abonnement, tout en étant plus économique pour un nouveau lecteur qu'un achat au numéro, rapporte plus au journal.
Si vous ne l'êtes pas encore, abonnez-vous, et recrutez des abonnés sans tarder.
Mais surtout, participez à la souscription. Nous en avons absolument besoin pour faire face à notre budget. Souscrivez 20, 30, 50 euros ou 100 euros, suivant vos moyens par un prélèvement automatique mensuel ou trimestriel. Ce serait une bonne action pour la diffusion de nos idées. D'avance, merci de votre aide. ■

Marielle Pujo

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de Mme Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à ; L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Liste n° 4

Virements réguliers : Mlle Edith Gérard, 4 ; Jean-Pierre Lopez, 6 ; Jean-Michel de Love, 7,62 ; Raymond Sultra, 17,78 ; Mme Bellegarde, 20 ; M.M. Godefroy, 22,87 ; Mme T. de Prittwitz, 45,73 ; Didier Deltenre, 50 ; Fernand Estève, 200 ; Mme de Maillac, 150 ; Mlle de Benque d'Agut, 120.

Total de cette liste	**644,00 €**
Listes précédentes	1 502,04 €
Total	**2 146,04 €**

❑ FINANCES LOCALES

Emprunts toxiques, élus pollués

La crise des *subprimes* affecte durablement les finances locales, Alléchés par la faiblesse des taux d'emprunt, bernés par des produits éminemment complexes, les responsables politiques ont précipité vers la banqueroute moult collectivités territoriales.

la Seine-Saint-Denis détient un remarquable record avec 98 % de sa dette adossés à ces emprunts "structurés".

C'est un fait avéré que les collectivités territoriales (notamment les départements et les régions) sont financièrement devenues d'imprenables forteresses idéologiques face à un État perpétuellement accusé de se "désengager" des "services publics", voire d'étouffer ces dernières. Ramené aux finances locales, et plus précisément aux pratiques comptables et bancaires des collectivités locales, cet art consommé de la défausse justifie tous les excès et cautionne les pires dérives. Et ici, droite et gauche se rejoignent gaiement sur l'autel de leurs irresponsabilités respectives.

Des taux variables

C'est ainsi que l'on a découvert avec effarement, à l'occasion de la crise américaine des *subprimes* en 2008, que les collectivités territoriales et leurs satellites (intercommunalités, offices HLM, hôpitaux...) avaient succombé aux charmes vénéneux des emprunts toxiques, qualifiés également par euphémisme, de "structurés". *Quid* ? En dépit de l'extrême complexité des montages financiers et des modélisations mathématiques qui les accompagnent, ces emprunts d'un genre nouveau se caractérisent par la forte instabilité des taux auxquels ils sont consentis, à cause, précisément, de la volatilité de leur indexation. C'est, d'ailleurs, là le danger premier de ces emprunts alléchants résidant, notamment, dans ce que leurs taux sont le plus souvent indexés sur des monnaies souveraines (dollar, yen, franc suisse) dont les taux de change sont nécessairement fonction des politiques (de déflation ou autre) mises en œuvre par les États, *via* leur banque centrale. L'ingénierie des ces montages amène les emprunteurs locaux (qui les contractent sans rien y comprendre) à se conduire comme de véritables boursicoteurs en spéculant avec les deniers publics sur l'évolution future (et, par définition, aléatoire) du marché des devises et des titres.

Ainsi, en ayant originellement souscrit un prêt à un faible taux (de 0 à 4 %), une ville peut se retrouver au bout de dix ans avec un taux atteignant près de 13 % qui entraîne un surcoût imprévu, *ab initio*, du prix de la dette. Au départ, on a fait miroiter à l'exécutif local une baisse du taux d'intérêt, prédiction forcément incertaine, donc mensongère, habilement maquillée par de savants et obscurs calculs arithmétiques. En outre, la collectivité emprunteuse ne s'aperçoit pas que l'organisme prêteur lui vend, dans le même temps, un certain nombre d'options conditionnées par la plus ou moins forte évaporation du marché. De ce fait, le prêteur fait supporter à l'emprunteur le risque inhérent au prêt accordé. C'est ce que l'on dénomme sous le nom barbare de... titrisation ou *subprimes* à la française. Ou quand nos villes et départements se sont mutés en gigantesques casinos et leurs exécutifs en croupiers inconséquents !

35 ans d'engagement

Au lieu d'emprunter à taux fixe, comme n'importe quel particulier, les collectivités, abusées par des organismes financiers (Dexia, Natixis, Crédit Agricole...) au discours commercial particulièrement rodé et offensif, ont souscrit des prêts sur vingt ou trente cinq ans à des taux et conditions qui menacent, à plus ou moins long terme, de les mettre au bord de la faillite, ce d'autant plus que le risque de pénurie de liquidité est réel. L'encours de la dette de certaines collectivités est composé à plus de 50 % de ces emprunts toxiques. Ainsi, le département de la Seine-Saint-Denis détient un remarquable record avec 98 % de sa dette (soit environs 800 millions d'euros) adossés à ces emprunts "structurés". La ville de Saint-Étienne, quant elle, revendique 60 % de sa dette assise sur ces derniers, lorsque la communauté urbaine de Lille frise un chiffre quasi similaire. D'autres villes comme Laval, Rouen, Tulle, Mulhouse, Reims, Grenoble, Sceaux, Chartres ou Tours ou Marseille, sans compter des communes plus petites comme Pont-Saint-Esprit (Gard), Monteux (Vaucluse) ou Lons-Le-Saunier (Jura) ont aussi été contaminées par le virus de ces emprunts aux taux délirants. Un effacement de la dette serait l'*ultima ratio* pour tenter de sauver ces collectivités aux budgets infectés par ces emprunts exotiques.

Immobilisme

La Cour des comptes, dans son rapport du 4 février 2009, après avoir minutieusement souligné le caractère « *potentiellement risqué, opaque et d'un intérêt financier discutable* » de ces prêts empoisonnés, avait sagement préconisé leur interdiction. Depuis, rien n'a bougé, le contribuable continuant de payer les aberrations de gestion de leurs élus. Et rien ne bougera d'ici à la prochaine présidentielle. Sauf que l'encours de ces emprunts toxiques (environs 35,5 milliards d'euros, soit un tiers de leur dette locale totale) s'aggrave tous les jours du fait de la fluctuation de taux sinusoïdaux. La conjonction de ce phénomène avec l'encours de la dette d'État (environs 2000 milliards d'euros, dette et déficit réunis) autant que l'incertitude pesant sur la zone euro (dont on prédit la fin d'ici l'année prochaine), auquel on peut ajouter les crises endémiques que constituent le chômage de masse et la désindustrialisation continue de notre pays (sans parler d'une coûteuse pression migratoire difficilement contenue, nonobstant les moulinets de Guignol Guéant) rend le contexte socio-économique potentiellement explosif. Attendre, voir... et se préparer... ■

Aristide Leucate
aleucate@yahoo.fr

L'ACTION FRANÇAISE 2000 — BULLETIN D'ABONNEMENT

✓ Civilité . . . . . .
✓ Prénom . . . . . .
✓ Nom . . . . . .
✓ Adresse . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
✓ Code postal . . . . . .
✓ Commune . . . . . .
✓ Téléphone. . . . . .
✓ Courriel . . . . . .

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

Premier abonnement (un an)
❑ France . . . . . .80 €
❑ Étranger . . . . . .140 €
Abonnement ordinaire
❑ Un an . . . . . .125 €
❑ Six mois . . . . . .70 €
Abonnement de soutien
❑ Un an . . . . . .150 €
Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
❑ Un an . . . . . .70 €
Outre-mer (un an)
❑ DOM . . . . . .135 €
❑ TOM . . . . . .165 €
Étranger (un an)
❑ Europe . . . . . .165 €
❑ Autres pays . . . . . .178 €

» COQUELUCHE

La "vague bleu Marine" n'épargne pas la presse économique. *Challenge* a même consacrée sa une à l'égérie du populisme. Quant aux *Experts* de *BFM Business*, ils ont discuté de son programme à plusieurs reprises : critiqués, certes, la sortie de l'euro et les barrières douanières font désormais l'objet d'un débat chez nos confrères. De quoi inquiéter le ministre en charge des Affaires européennes : Laurent Wauquiez apparaît parmi les signataires d'une tribune publiée dans *Les Échos* du 8 avril, censée souligner, en autres, les mérites de la monnaie unique.

» RECYCLAGE

Les mesures phares du programme socialiste pour 2012 ont reçu un bon accueil dans l'opinion, selon un sondage BVA pour *20 Minutes*. Y compris dans l'électorat UMP, ou l'on compterait 70 % d'opinions favorables ! Les sympathisants de droite seraient toutefois réservées quant à l'opportunité de "recycler" les emplois jeunes des années Jospin. De fait, aucune évaluation du dispositif n'aurait été sérieusement entreprise, selon Bernard Gomel, chercheur au Centre d'études de l'emploi, cité par *La Tribune* (08/04/2011). Apparemment, « *ces emplois ont* [...] *bien servi de sas d'entrée dans la vie active* », résument nos confrères. « *Seulement, si 83 % des bénéficiaires* [...] *ont été soit recrutés par leur employeur soit maintenus dans une association, cela signifie qu'ils sont peu nombreux à avoir intégré un autre emploi, en particulier* [...] *dans le secteur privé.* » Et le quotidien économique de se demander si « *cette première expérience, dans des activités non rentables et au devenir incertain, ne risque pas de les enfermer dans un monde économique qui n'est pas le vrai monde* ».

» RIGUEUR

Confortant l'opinion dans l'idée qu'elle est en droit d'attendre de l'État tout et n'importe quoi, le gouvernement a promis d'« *offrir des vacances à tous grâce au fonds Tourisme social et investissement* ». Demain on rase gratis !

» MOBILISATION

Aussitôt son P-DG débarqué, l'antenne de *Skyrock* s'est mobilisée en sa faveur, appelant ses auditeurs à faire de même auprès... du président de la République. En dépit des différends qui les opposent régulièrement au CSA, peut-être Difool et ses amis regrettent-ils que l'État ait renoncé à contrôler la bande FM...

❑ DÉFICIT

Le budget soumis aux juges

Pressée par les marchés, la république serait-elle condamnée à s'enfermer dans le carcan du droit ? Les députés en débattent, tandis qu'ils examinent le projet de loi constitutionnelle sur l'équilibre des finances publiques.

Certes, nos réserves sur la capacité du Parlement (et de notre gouvernement) à se déterminer en fonction du seul intérêt national sont connues, mais les remplacer par les agences de notation, *via* le Conseil constitutionnel et Bruxelles, ne serait pas un progrès ! Il ne s'agit pas d'une mauvaise plaisanterie si on en croit le projet de loi constitutionnelle « *relatif à l'équilibre des finances publiques* ».

Le gouvernement souhaite placer les finances publiques sous le contrôle du Conseil constitutionnel.

Précédent allemand

Selon l'exposé des motifs, la lancinante question de la maîtrise des comptes publics « *ne peut s'expliquer simplement par la faiblesse de la volonté politique de tel ou tel gouvernement* » et « *démontre que la France souffre d'un problème structurel* ». Aussi serait-il nécessaire d'exclure le politique de toute décision en matière budgétaire par « *un renforcement de la gouvernance de nos finances publiques* », en plaçant ses choix sous la férule d'un Conseil constitutionnel, qui lui-même en jugerait selon leur conformité avec le pacte de stabilité renforcé de l'Union européenne... et les exigences des agences de notation. L'Allemagne est certes allée jusqu'à constitutionnaliser pour 2016 l'équilibre budgétaire. Chaque pays agit en fonction de ses traditions, même et surtout en matière budgétaire. Mais à la différence du Conseil constitutionnel français, la cour de Karlsruhe n'a pas abdiqué devant l'Union européenne.

Cette perspective d'exclusion du politique prouve que nos "décideurs" se conçoivent comme les fondés de pouvoir d'instances supranationales. Il s'agit d'une question de fond : passer des pouvoirs législatif et exécutif à un pouvoir des juges qui décideraient eux-mêmes en fonction d'exigences imposées de l'extérieur, ne serait-ce pas renoncer à ce qu'il reste, symboliquement et factuellement, de notre indépendance ? Ou quand la République est bien, à la fois, le règne de l'Argent et de l'Étranger, « *la nécessité d'une convergence économique dans la zone euro nous invit*[ant] *à progresser dans cette voie* ».

La principale mesure est la création d'« *un instrument juridique nouveau, les lois-cadres d'équilibre des finances publiques, dont les dispositions s'imposeront aux textes financiers secondaires annuels* ». Faire des lois de finances et des lois de financement de la Sécurité sociale des textes « *secondaires* », voire « *tertiaires* » - car les lois-cadres devraient elles-mêmes être conformes aux lois de programmation pluriannelles - montre à quel point le vote du budget ne serait plus qu'une formalité législative, les choix fondamentaux n'étant plus du ressort de la politique nationale, d'autant que ces lois-cadres devront intégrer les observations du Conseil européen et du Conseil des ministres de l'Union européenne, transmises en juillet de chaque année aux gouvernements dans le cadre du "semestre européen", le Conseil constitutionnel devant vérifier la cohérence du tout... On aura compris que le gouvernement ne vise rien moins qu'à faire de la souveraineté de la France en matière budgétaire une ectoplasme juridique.

L'UMP divisée

Une fois n'est pas coutume : nous donnerons raison à un député communiste, en l'occurrence Jean-Claude Sandrier, qui a déclaré le 13 avril en commission des Finances que « *ce texte* [...] *équivaut à une mise sous tutelle de notre pays* ». Partagés entre leur opposition au gouvernement, leur volonté républicaine de conserver un rôle primordial au parlement et leur idéologie européiste, les socialistes sont également défavorables au projet. Plus intéressant est de se pencher sur l'attitude de l'UMP, qui s'est en quelque sorte scindée entre "nationaux" et "mondialistes". Pour les premiers, comme le député René Couanau, « *nous subissons déjà de lourdes contraintes, du fait tant de l'action des juges que de la dérive libérale de l'Union européenne. Or, ce projet de loi imposera à l'action publique une nouvelle contrainte qui videra de toute substance les débats parlementaires sur les lois de finances et de financement, et donc sur la politique sociale. Ce texte transforme profondément nos institutions : c'est pourquoi je ne le voterai pas.* »

En quête d'une tutelle

Tel est bien le problème, que dénonce également Daniel Garrigue : « *L'empilement absurde des dispositifs - lois de programmation des finances publiques, lois-cadres d'équilibre* [...]*, semestre européen - fera du Parlement la proie permanente du Conseil constitutionnel.* » Comme le résume Georges Ginesta : « *Nous nous conduisons comme des mineurs, qui aspirent à une nouvelle tutelle ! Nous finirons par être amputés à la fois de notre autorité et de notre responsabilité* ».

Tel n'est pas l'avis des "mondialistes". Pour Yves Censi, ce texte constitue « *un signal fort adressé par la France, à la suite de l'Allemagne, à nos partenaires européens* ». Selon lui, « *le fait, pour le Parlement, de se fixer une contrainte, passible de la censure du Conseil constitutionnel, n'est pas contraire à sa liberté* » ! Tandis que pour Jérôme Chartier, « *la France, comme les autres pays, est aux mains des investisseurs qui peuvent* [...] *augmenter subitement son niveau de spread s'ils n'ont pas le sentiment qu'elle s'engage dans la maîtrise de son endettement. C'est vrai, ils n'ont plus confiance dans la seule démarche budgétaire pour atteindre cet objectif. Ce texte adresse donc un signe très fort aux marchés* »... mais en sabordant la souveraineté politique des nations. La solidarité de parti ne prendra-t-elle pas le dessus ? Le mieux serait de ne pas avoir à le vérifier, en souhaitant que ce texte ne vienne jamais à Versailles, devenu, sous la République, le lieu de toutes les abdications nationales. ■

François Marcilhac

Roland Ries et l'Agrif

L'AGRIF part en croisade contre l'"allahicité" – un concept en vogue dans la blogosphère catholique, censé désigner la « *synthèse dialectique de l'islam et de la laïcité* ». L'association présidée par Bernard Anthony vient de créer un prix qui en récompensera chaque année « *un grand penseur ou poète* ».

Pour 2011, ses foudres se sont abattues sur Roland Ries, sénateur PS du Bas-Rhin et maire de Strasbourg.

Selon un communiqué de l'Agrif, « *à des parents d'élèves qui lui demandaient pourquoi on servait à leurs enfants des menus halal dans les cantines scolaires de Strasbourg et pas de repas maigre par exemple avec du poisson le vendredi* », M. Ries aurait répondu : « *Nous servons de la viande halal par respect pour la diversité, mais pas de poisson par respect pour la laïcité.* »

Moult blogueurs se sont emparés de cette annonce. Néanmoins, si l'on excepte un article publié par *Causeur* (le site d'Élisabeth Lévy), seule la frange réactionnaire de la Toile semble l'avoir diffusée. Cela pourrait expliquer le silence du maire de Strasbourg, qui se refuse, pour l'heure, à réagir par communiqué. Il n'en dément pas moins les accusations de l'Agrif : ces propos sont « *totalement contraire à ses convictions* », nous a confié l'un de ses collaborateurs.

Quant aux repas servis dans les cantines de Strasbourg, ils garantiraient effectivement aux élèves musulmans la possibilité de manger *halal* tous les jours – et cela depuis plus de dix ans. En revanche, du poisson ne figure pas toujours au menu le vendredi. Mais un repas végétarien est proposé quotidiennement. « *Les catholiques y trouvent leur compte* », nous a-t-on assuré. Sans doute l'Agrif ne sera-t-elle pas de cet avis ! ❑ **G.D.**

Racisme décomplexé

Stigmatisant le "racisme" dans une acception très large, un rapport officiel pointe sa « *banalisation* » alimentée par les responsables politiques.

CONFORMÉMENT à loi du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobie, la Commission nationale consultative des droits de l'homme a publié le 21 mars son rapport sur « *la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie* » pour l'année 2010.

Ce document de 434 pages retrace des enquêtes d'opinion, des entretiens personnalisés et culpabilisants réalisés avec des gens définis comme « *racistes* » ou « *racistes compréhensifs* » (c'est-à-dire non-racistes mais comprenant que d'autres le soient, une catégorie de plus en plus nombreuse selon la commission) ou encore une analyse très orientée des phénomènes liés à la xénophobie en France.

On note dans ce rapport une certaine érosion du complexe des Français à l'égard des populations immigrées. Les années quatre-vingt-dix semblent loin derrière nous, avec 54 % des sondés qui estiment que « *ce sont avant tout les personnes d'origine étrangère qui ne se donnent pas les moyens de s'intégrer* », quand seulement 39 % estiment que « *c'est avant tout la société française qui ne donne pas aux personnes d'origine étrangère les moyens de s'intégrer* ». Et plus de 56 % des Français se disent aujourd'hui d'accord avec l'idée selon laquelle « *il y a trop d'immigrés en France* ». Le rapport n'hésite pas à pointer du doigt la « *responsabilité* » des politiques, coupable d'une certaine « *libération* » sur le sujet. « *Un verrou a sauté dans le discours politique admis ou admissible* », déplore la commission. Ce phénomène accompagne la dédiabolisation du Front national voulue par Marine Le Pen. « *L'extrême droite pollue le débat* », s'énerve le rapport ; « *la lepénisation des esprits a fait son œuvre : on stigmatise les immigrés et les Roms* ».

La Toile et ses images

Et de se lamenter : « *Ces éléments tendent ainsi à libérer un discours* [...] *raciste ou du moins à légitimer des attitudes de méfiance à l'égard de l'Autre.* [...] *Cela conduit à une certaine banalisation du discours "raciste", xénophobe ou de méfiance à l'égard de l'Autre.* » Notons que faire le lien entre immigration et insécurité, par exemple, est un discours « *raciste* » pour la commission.

Internet n'est pas épargné par « *la contagion du discours raciste* », tant par les propos qui y sont tenus que par les images qui y circulent, « *un des véhicules privilégié* » (sic) du racisme. C'est ainsi que le rapport, avec finesse intellectuelle, met sur le même plan, en page 165, fleur de lys et... croix gammée ! Néanmoins, outre la synthèse de toutes les opérations de flicage et de restriction de la liberté d'expression menées par les *lobbies* "antiracistes", il met en exergue le profond décalage entre le pays réel, qui souffre de l'immigration et de ses conséquences, et les élites mondialisées qui ne cessent de geindre sur la montée inexorable du "racisme". ■

Stéphane Piolenc

❑ **RELIGION**

Outrages contre les chrétiens

Ayant plongé un christ dans son urine, un artiste, ou prétendu tel, a exposé son œuvre dans la cité des papes, avec la complicité des pouvoirs publics. Indignation des catholiques.

Le nouveau scandale d'une "œuvre d'art" que l'on a honte de désigner sous son nom de *Piss Christ* et qui à Avignon, à la fondation Lambert, présentait un crucifix plongé dans une urine jaunâtre et écœurante, prouve bien qu'il n'y a plus de limite à la christianophobie et que ceux - ils sont légion - qui se sentent incapables de se hausser à la méditation du grand mystère de la croix triomphant de la mort n'hésitent plus à souiller de façon immonde ce qui est trop élevé pour eux. Mais à quelques jours du Vendredi saint, cette nouvelle saloperie n'empêchera pas les grâces pascales de se répandre sur les hommes qui savent que le Christ les a sauvés par sa mort et qui sont prêts à opérer en eux la seule vraie révolution, celles des cœurs.

Le jeune Maurras

Le ministère de la Culture, une mairie UMP et un conseil régional PS financent cette exposition. Le groupe LVMH (Dior, Guerlain, Moët, Hennessy, etc.), dirigé par Bernard Arnauld, met son logo sur l'affiche. Quelques sponsors secondaires y participent comme la SNCF ou la Fondation Cartier. D'où vient cette haine qui en pousse certains à blasphémer, plus que n'importe lequel de tous les fondateurs d'autres religions, le visage de Celui qui est roi des nations et que les catholiques devraient n'appeler que « *Notre Seigneur Jésus Christ* », mais qu'ils laissent trop souvent eux-mêmes découronner pour plaire au monde ?

À ce sujet nous reviennent en mémoire certaines outrances du jeune Maurras, bien anodines à côté de cette horreur, mais quand même de nature à faire rougir bien des catholiques et qui, effectivement, lui valurent l'excommunication. On se souvient dans le *Chemin de Paradis* du « *venin* » du *Magnificat*, des « *turbulentes écritures orientales* » désignant les Évangiles, et du Christ en Croix décrit comme « *cet homme pendu bras étendus, jambes rompues, la plus difforme des victimes* ».

Cela venait sous la plume d'un jeune homme affronté au drame de la surdité et dont l'adolescence avait été tiraillée entre l'attirance des plaisirs de ce monde et les interdits du catéchisme. Il faisait d'autant plus éclater sa colère que, lecteur de Pascal depuis l'âge de quinze ans, il restait taraudé par le problème du mal et ne trouvait pas dans ce « *funeste* » auteur de quoi soulager son âme trop meurtrie pour confier sa souffrance à l'amour de Dieu. Cela n'empêcha pas Maurras de chercher toujours dans le catholicisme de son enfance le seul vrai réconfort, car il avait l'âme religieuse et désirait ardemment comprendre que le catholicisme était le beau et le bien, mais aussi le vrai. Cette grâce lui fut accordée sur son lit de mort quand il reçut la réponse à son « *cri dans la nuit vers le Dieu inconnu* » comme dit Gustave Thibon.

Un autre Christ

Mais le jeune Maurras, venant de visiter Athènes et de triompher de ses tendances anarchistes voire nihilistes, était avide d'ordre et d'harmonie; « *C'est la beauté bien avant la bonté du catholicisme qui me retint toujours de toute hostilité contre l'Église* », devait-il écrire plus tard. Or, tandis qu'il considérait la souffrance comme une offense à l'harmonie des choses, même incarnée dans le Christ en croix, l'image la plus répandue était plus souvent marquée par le dolorisme janséniste que par l'allégresse de la Rédemption. Relisons l'appendice à l'édition de 1920 du *Chemin de Paradis* : il dit au sujet du conte le plus choquant, *Les Serviteurs*, qu'ils « *visent et touchent quelque chose qui n'est pas le catholicisme et qui en est même le contraire. Je n'avais donc pas à les supprimer mais à en préciser le sens en faisant mieux connaître l'état d'esprit d'un catholique-né ayant cessé de croire et plongé dans l'atmosphère intellectuelle et morale où ce qui dominait était la pensée de Genève et de Jérusalem. Les Serviteurs ont exprimé sa réaction contre le messianisme révolutionnaire d'un monde juif et protestant alors en voie de conquérir obscurément Paris et la France. Il y avait d'un côté le Christ hébreu, celui de la conception protestante révolutionnaire et moderne correspondant à la thèse individualiste, et de l'autre le Christ de la tradition catholique paré de gloire mais qui dans la pensée de bien des catholiques d'alors s'éclipsait devant l'autre.* » Maurras ne se trompait pas de Christ : il visait le faux et ses incartades verbales ont en quelque sorte servi l'Église en mettant en lumière le danger de séparer les Écritures de la grande tradition romaine – ce qu'elle évita jusqu'à Vatican II.

L'âme de la France

Ceux qui éructent et pissent leur haine du Christ veulent porter atteinte à l'âme de la France elle-même. Les catholiques pouvaient-ils laisser passer cela sans réagir, sans exiger l'arrêt de l'exposition de ce Christ humilié et souillé, comme l'avait déjà demandé l'abbé Régis de Cacqueray, supérieur du district de France de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, lors d'un chemin de croix de réparation dans les rues d'Avignon le samedi 9 avril ? Cérémonie renouvelée le 16. Le 17, Mgr le comte de Paris félicitait le professeur Bernard Debré d'avoir dénoncé cette exposition blasphématoire, ajoutant que ces ordures « *devraient être comparables aux caricatures du prophète Mahomet et aux blessures qu'elles générèrent* ». De son côté Mgr Cattenoz, évêque d'Avignon, dénonçait le jeu de la franc-maçonnerie. Mais on apprenait le dimanche 18 que cette saloperie avalt enfin obtenu le sort qu'elle méritait, puisqu'elle avait été détruite à coups de masse par des jeunes courageux, aux cris de « *Vive Dieu* . Maintenant il appartiendra aux organisateurs et aux sponsors de ce scandale de payer les pots (de chambre) cassés. ■

Michel Fromentoux

Au fil de la presse

Où l'on observe que l'"allahicité" progresse en France, tandis que cette dernière recule devant les bobards et le relativisme moral.

❑ **Bobardements** - Le 5 avril dernier eut lieu la deuxième édition des Bobards d'Or organisée par la célèbre fondation Polémia dirigée par l'ancien frontiste Jean-Yves Le Gallou. Et les mensonges et autres manipulations sont légion dans les médias « *mus par deux grandes forces : la paresse et la lâcheté. La paresse qui fait qu'il ne sert à rien de vérifier le politiquement correct, car cela ne peut qu'attirer des ennuis* » (entretien accordé à *Minute*, 6 avril 2011). Un bobardement mérite d'être nominé pour la cérémonie de l'an prochain grâce à Alain Gresch qui affirme, dans *Le Monde diplomatique* (5 avril 2011), que contrairement à la fourchette large avancée par le premier flic Guéant, le nombre de mahométans en France ne serait pas de « *5 à 10 millions* », mais « *seulement* » de 2,1 millions, selon une étude croisée de l'INED et de l'INSEE réalisée en 2008. C'est se moquer du monde et resservir la même soupe idéologiquement aigre. La démographe, Michèle Tribalat, a heureusement dénoncé cette imposture en révélant, preuves à l'appui, que ces organismes stipendiés étaient « *rétifs à l'établissement des statistiques ethniques* [voire] *aimeraient en dissuader tout le monde* » (*Les Yeux grands fermés*, Denoël, Paris, 2010). Cette manipulation des chiffres sert autant les médias pour leur croisade ethno-indifférentialistes que le pouvoir à des fins utilitaires, bassement électoralistes.

❑ **Bobardements bis** - Les mensonges continuent de pleuvoir, tandis que des chercheurs sérieux, tel Bernard Lugan, tentent de couvrir l'assourdissant vacarme politico-médiatique en expliquant qu'« *en Côte d'Ivoire comme en Libye, ce ne sont pas de "bons" démocrates qui combattent de "méchants" dictateurs, mais des tribus ou des ethnies qui s'opposent en raison de fractures inscrites dans la longue durée* » (*Realpolitik.tv*, 2 avril 2011). Sur cette lancée, on peut légitimement chercher à savoir, au lendemain de la chute de Laurent Gbagbo, comment la France a pu généreusement débloquer pas moins de 400 millions d'euros (l'Union européenne ayant péniblement octroyé un chiche 180 millions) pour « *participer à la reconstruction de ce pays* [la Côte d'Ivoire] *si gravement éprouvé* », aux dires du baisse-froc du Quai d'Orsay, Alain Juppé (*Novopress*, 12 avril 2011, qui se demande « *d'où vient l'argent* »). On ne sache pas que l'État soit aussi prodigue pour endiguer les délocalisations qui frappent notre pays et engendrent les dramatiques casses sociales et économiques que nous savons...

❑ **Coran alternatif** - En ces temps où la seule lumière qui brille est celle des reflets des grands cimetières sous la lune, le site *Français de France* (26 janvier 2011), relayé par *Le Salon Beige* (4 avril 2011) a eu la bonne idée d'exhumer un texte roboratif du regretté Serge de Beketch proclamant, l'année de sa mort en 2007, être « *islamo-négatif* » et appelant à mettre fin, au nom d'une « *islamo-résistance* », au « *Sida de la "coallahboration" , cette maladie auto-immune qui détruit toutes les défenses naturelles de la civilisation française* ».

❑ **Eugénisme stalinien** - Si l'islam avance dans notre pays, offrant ainsi aux musulmans, ces nouveaux damnés de la terre, la revanche d'une Reconquista djihadiste de l'Europe, les droits de l'homme, cette nouvelle religion antichrétienne qui instrumentalise la laïcité à son profit, gagne du terrain. Ainsi, le quotidien vespéral, *Le Monde* (5 avril 2011) nous livre une tribune libre du généticien Marc Péschanski qui se lamente de « *ce que l'histoire de la recherche sur les cellules souches embryonnaires humaine est, en France, marquée par le combat que mènent contre elle les lobbies conservateurs de l'Église catholique* », allant même jusqu'à oser l'hyperbole ridicule, en parlant « *d'agression antiscientifique* [...] *déclenchée par des activistes catholiques* ».

Sait-on que ce respectable professeur qui réclame une libéralisation toujours plus accrue de l'usage des cellules souches, est membre de Lutte ouvrière dont il vend le canard à la criée sur les marchés dominicaux ? Le mécanicisme de ce Péschanski qui prône une appartenance éhontée et décomplexée à la plus mortifère des idéologies du XXe siècle fait froid dans le dos. La pensée totalitaire de ces docteurs Frankenstein mérite d'être combattue énergiquement, eu égard au dogme léniniste sous-jacent qui les inspire. Mais tant que des sas de déstalinisation existeront, tel l'ONU, les idées, même les plus criminelles, seront toujours recyclées au nom des grands principes terroristes des Lumières. Ainsi, « *naîtront toujours de soi-disant "nouveaux droits de l'homme" toujours renégociables au gré des intérêts changeants de ceux qui peuvent faire prévaloir leur volonté* » (entretien de Mgr Michel Schooyans à la *Nef*, n°225, avril 2011).

Aristide Leucate

❑ ICESAVE

Révolte islandaise

Les contribuables islandais doivent-ils payer les frais occasionnés à l'étranger par la faillite d'une banque privée ? À l'occasion d'un référendum, une majorité s'y est à nouveau opposée. Au grand dam de Londres et La Haye.

Samedi 9 avril se tenait en Islande, petit pays perdu dans la mémoire des Européens et apparemment si lointain que peu de gens savent où le situer sur une carte, un référendum qui a mobilisé en proportion plus d'électeurs que nos récentes élections cantonales. Pourtant, les médias français, si prompts à vanter les mérites de la démocratie, n'ont guère évoqué ce modèle de civisme... Et pour cause !

Priés de mettre les mains à la poche, les Islandais étaient invités à rembourser chacun 12 200 euros...

Récidivistes

C'était la deuxième fois en treize mois que les Islandais étaient conviés aux urnes pour approuver le plan de remboursement par l'Islande du Royaume-Uni et des Pays-Bas, États qui avaient indemnisé « *340 000 épargnants attirés par les rémunérations fort alléchantes d'Icesave* [banque en ligne islandaise] *sur les livrets d'épargne* », lorsque cet établissement bancaire avait fait faillite en octobre 2008, entraînant une perte de 3,9 milliards d'euros pour ces investisseurs, comme le rappelle *Le Figaro* du 11 avril. Cette faillite retentissante était liée, il faut le souligner, à un système fondé non sur le travail ou les richesses créées, mais sur la spéculation, encouragée par les institutions financières mondiales et quelques banques états-uniennes et européennes, au nom de la *doxa* libérale et de la recherche du profit maximal inhérente au capitalisme sans limites ni morale. De nombreux épargnants ont été piégés, croyant faire une "bonne affaire" en oubliant (mais leur a-t-on rappelé les risques ?) que les jeux boursiers ne sont pas "gagnants à tous les coups"...

Le Royaume-Uni et les Pays-Bas, craignant un effondrement de tout leur système financier, avaient remboursé leurs épargnants locaux, mais souhaitaient obtenir réparation de la part de l'Islande. Ils avaient négocié en 2010 un premier accord de remboursement, accepté par le gouvernement islandais d'alors et par le parlement du pays, mais refusé par un référendum convoqué, habilement, par le président de la République, Olafur Ragnar Grimsson : 93 % avaient voté "nei" en mars 2010, à la grande fureur des autorités britanniques et des banques des pays concernés. Ce n'était pourtant que le premier acte de ce qui apparaît bien désormais comme une "révolte citoyenne" contre le pouvoir financier et les abus du capitalisme boursier.

Car le deuxième acte vient de s'achever sur une nouvelle claque pour le "pays légal" islandais comme pour les institutions financières et le système jusque-là bien huilé et toujours favorable aux puissances d'argent... La deuxième négociation avait permis un accord qui revenait à faire payer environ 12 200 euros (selon *Le Figaro*) à chaque habitant sur une période allant jusqu'en 2046... Mais, à nouveau, le président islandais, soucieux d'associer ses compatriotes à la décision finale et non de se contenter d'un vote parlementaire, s'appuyant donc sur la "démocratie directe" plutôt que sur la seule "démocratie représentative", a organisé un référendum. Alors que les sondages donnaient jusqu'à la semaine dernière la victoire au "oui", c'est en définitive le "non" qui l'a emporté, au grand dam des députés locaux, désavoués par près de 60 % des votants. « *Pas question de payer pour les pertes d'une banque privée* », ni d'être l'otage des financiers et de leurs jeux dangereux, ont-ils ainsi redit. En somme, ils ont renvoyé les banques et le système financier international à leur propre logique libérale du risque, en considérant que, eux, contribuables islandais, n'avaient pas à assumer les errements de quelques-uns, ni les marchandages de quelques autres, les manœuvres de ces oligarques qui se moquent de l'État mais s'en servent comme d'une vache-à-lait lorsque cela va mal... Le libéralisme pris à son propre piège !

Divine surprise

Cette affaire est révélatrice de l'exaspération des peuples à l'égard d'un système financier oublieux du "social", mais aussi à l'égard de ces gouvernants ou parlementaires qui trahissent trop vite ceux-là mêmes qu'ils sont censés représenter. D'ailleurs, la peur de voir le "mauvais exemple" islandais se répandre explique sans doute la discrétion de la grande presse à rapporter ce qui constitue, véritablement, une révolte, voire une "révolution" par le bulletin de vote. Révolution qui paraissait encore improbable il y a quelques années, lorsque la démocratie représentative balisait tous les chemins du politique pour éviter les "mauvaises surprises"...

Mais il faut bien noter que cette révolution a été rendue possible par le courage et la rouerie d'un chef de l'État, le président islandais, qui a joué la carte du "pays réel" contre les habitudes du "pays légal"... Une attitude maurrassienne, diraient certains ; gaullienne, diraient d'autres ; en tout cas, une "divine surprise" pour le peuple islandais et tous les peuples qui ne supportent plus les oukases des institutions financières internationales ou européennes, des Strauss-Kahn ou des Trichet... Un exemple à suivre ! ■

Jean-Philippe Chauvin

Bourrage de crânes

JEUDI DERNIER, 14 avril, le Premier ministre s'est rendu à Bruxelles, où il a rencontré les Français travaillant pour les institutions communautaires. « *N'abdiquez jamais votre foi en l'Europe* », leur a-t-il lancé, appelant l'Union européenne « *à viser sans cesse plus haut pour ne pas régresser et ne pas succomber à ses travers* ».

François Fillon a réaffirmé « *l'engagement* [...] *d'une France qui assume la nécessité de l'intégration européenne* ». Ce serait, selon lui, « *la seule réponse efficace aux défis de la mondialisation* ». « *L'Europe nous protège* », a-t-il tenté de démontrer. Répondait-il implicitement à Marine Le Pen ? « *Sans l'euro, la dette française serait insoutenable* », a-t-il prévenu. « *Le pouvoir d'achat des Français en pâtirait et la valeur de nos biens serait brutalement réduite* ». Et d'affirmer que « *la France restera européenne parce qu'elle y gagne des moyens indispensables pour faire entendre sa voix dans le monde* ». Sans l'UE, ce serait même « *toute notre politique étrangère qui perdrait de sa portée dans les négociations internationales, commerciales, financières et environnementales* », a averti le Premier ministre.

La coupe est-elle pleine ? Loin s'en faut ! En effet, le chef du gouvernement a exprimé sa conviction « *que l'Union n'est encore qu'à mi-chemin de son potentiel* ». Il annonce d'ailleurs un XXIe siècle « *beaucoup plus européen qu'on ne le dit* [...] *parce que* [...] *durant les prochaines décennies, les conditions du progrès auront pour noms : l'innovation, l'éducation, le consensus social et démocratique* ».

On relève certes quelques concessions eurosceptiques dans son discours. Face à la catastrophe de Fukushima, « *les principaux États membres ont réagi de façon, comment dirais-je, un peu dispersée* », a reconnu François Fillon. En outre, « *vu de France, certaines orientations de la Commission apparaissent parfois incompréhensibles* », a-t-il déploré : « *Je me souviens de la difficulté que j'ai eue à faire comprendre à Bruxelles, lors du débat sur le budget de l'UE pour 2011, que l'on ne peut pas proposer près de 6 % d'augmentation des crédits de paiement alors qu'en France les moyens des ministères sont soumis au gel.* »

Sur ce point, Paris semble décidé à rester ferme. Maigre consolation pour les souverainistes. ■ **G.D.**

Nouvelles de Belgique

❑ **À Pâques ou à la Trinité ?** - Les représentants des partis francophones se sont réunis avec Bart De Wever, le président de la NVA (nationalistes flamands), ce qui ne s'était plus produit depuis le 1er septembre. Pour la première fois, les libéraux ont été associés à la rencontre. On a parlé... philosophie. Verdict de Bart De Wever : « *Les divergences de vue restent importantes et le temps est écoulé.* »

Le week-end dernier, le président de l'Alliance libre européenne, un nationaliste flamand, a déclaré, devant des partis nationalistes nationalistes réunis en congrès en Finlande, que la NVA n'entrerait dans aucun gouvernement fédéral sans une restructuration fondamentale. Les flamands, a-t-il dit, sont à l'aise. « *Ils ont déjà leur nation.* »

❑ **Prince Laurent** - Après son voyage controversé au Congo, la tempête médiatique autour du prince Laurent est retombée en Belgique. Le Prince s'est engagé à consulter le ministre des Affaires étrangères sur l'opportunité de ses prochains déplacements à l'étranger, et à circonscrire ses activités au cadre exclusif de sa fondation consacrée à l'environnement. Il accepte « *qu'un manquement à l'une de ces deux règles conduira automatiquement le gouvernement à proposer au parlement le retrait de* [sa] *dotation* ». La messe est dite. Mais pour le prince, le vin est aigre... ❑ **Ch.H.B.**

Remontrances européennes

LA FRANCE protègerait-elle insuffisamment ses mers ? C'est, en tout cas, l'accusation formulée le 6 avril par la Commission européenne. Bruxelles lui a adressé un avis motivé, constatant qu'elle ne lui avait pas communiqué ses dispositions concernant la transposition d'une directive-cadre portant sur la « *stratégie pour le milieu marin* ».

La veille, Paris avait été désavoué par la Cour de Justice de l'Union européenne. En cause : le code français de déontologie des professionnels de l'expertise comptable, qui proscrit le démarchage. Cela en violation de la directive "services". « *Cette interdiction est susceptible d'affecter davantage les professionnels provenant des autres États membres en les privant d'un moyen efficace de pénétration du marché français* », observe la Cour, qui pointe, en conséquence, « *une restriction à la libre prestation de services transfrontaliers* ».

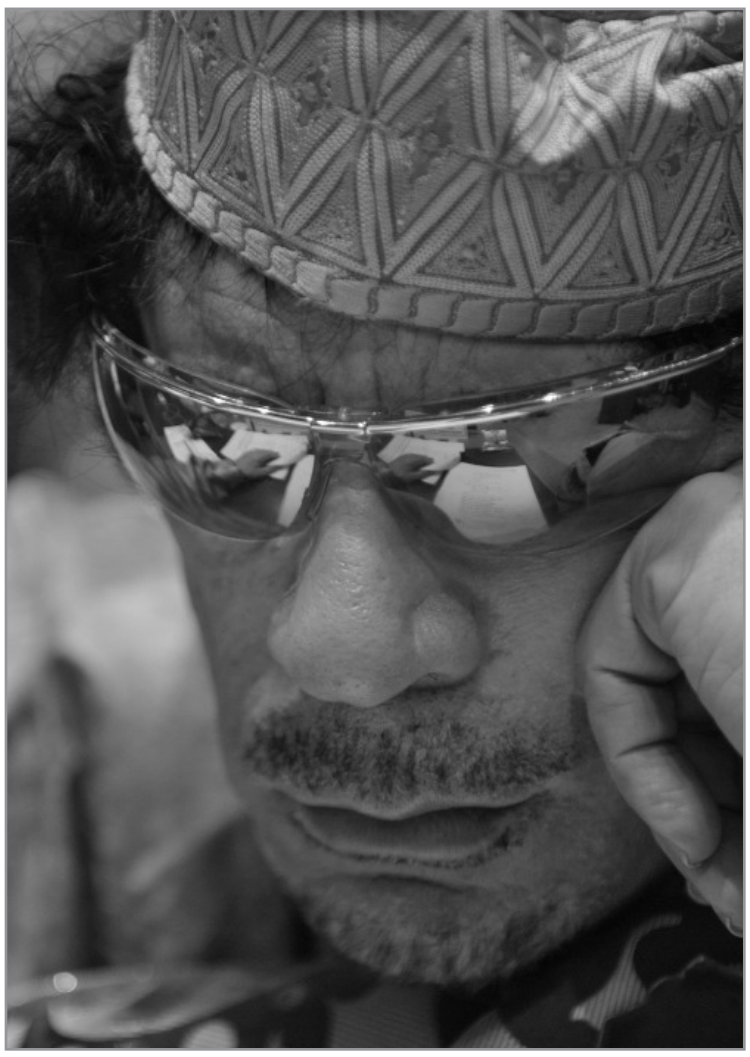
Victime d'une logique similaire, Bucarest est prié de réviser sa fiscalité. A été jugée contraire au droit de l'Union une taxe frappant les véhicules lors de leur première immatriculation en Roumanie. « *Cette réglementation a pour effet de dissuader l'importation et la mise en circulation de véhicules d'occasion achetés dans d'autres États membres* », souligne la Cour. Énième illustration de la mise en œuvre, par les juges de Luxembourg, du principe de libre circulation. ■ **G.D.**

❑ TRIBUNE

De Milosevic à Kadhafi

L'intervention en Libye suscite un débat nourri, où les considérations morales se mêlent aux calculs politiques. Hanté par des souvenirs douloureux, Komnen Becirovic fustige avec passion les bombardements de l'Otan.

Si l'on se place sur le plan de la justice et de l'éthique les plus élémentaires, on ne peut demeurer insensible devant le sort cruel infligé soudain au peuple libyen par les dispensateurs des droits de l'homme et de la démocratie, d'autant plus que le peuple serbe dont je suis issu, subissait il y a douze ans un pareil fléau. En effet, on constate la même promptitude à secourir, par l'apocalypse sur le pays tout entier, une fraction de la population en rupture avec le pouvoir central et se livrant au terrorisme : les séparatistes albano-kosovars dans un cas, les rebelles benghazouis dans l'autre, que l'on a allumés, aussi bien les uns que les autres, pour créer les conditions du chaos afin de trouver un prétexte pour intervenir et mettre ainsi la main sur le pays.



Mouammar Kadhafi, héros du monde arabe ?

Disproportion

La même effroyable disproportion des forces dans un cas comme dans l'autre : l'immensité des moyens militaires déployés contre la Libye, tout comme ils le furent contre la Serbie, aurait suffi pour s'attaquer à un grand État, tel que l'était, par exemple, l'Union soviétique au faîte de sa puissance. La même clameur des médias, rivalisant dans l'hypocrisie, dans le mensonge et la diabolisation, modulant sur toutes les cordes du mal, assourdissant les voix véridiques, et s'unissant aux grondements de l'apocalypse qui montent à présent comme il y a douze ans, jusqu'aux astres. La même litanie d'imprécations et de condamnations au sein de leurs conclaves où l'inhumanité mime l'humanité, la médiocrité la grandeur et où les pygmées, disposant des armes dévastatrices, s'imaginent dans le rôle des géants investis de la mission de refaçonner le monde, fût-ce au prix de sa perdition, tant est désastreuse leur vanité. La même démentielle idée d'empêcher une prétendue catastrophe humanitaire, en en provoquant une vraie et sans bornes, ou bien d'arrêter un massacre télévisuel simulé de quelques civils, analogue à celui de Ratchak, en meurtrissant du haut des airs des milliers d'êtres humains et en en terrorisant des millions d'autres, comme cela se passa naguère en Serbie avec leur démoniaque opération cyniquement baptisée *Ange miséricordieux* et se produit aujourd'hui en Libye avec leur équipée crépusculaire outrageusement appelée *Aube de l'Odyssée*.

Terre maudite...

La même rage destructrice aveugle contre la Libye, tout comme celle contre la Serbie, que traduisait le glapissement du sinistre Jamie Shea, porte-parole de l'Otan, selon lequel on allait rejeter la Serbie à l'âge de pierre, la Libye risquant à son tour d'être transformée en terre maudite, puisque le chef de l'aviation britannique n'hésite pas à déclarer qu'il faudrait la bombarder pendant au moins six mois. La même barbarie au nom de la civilisation, la même tyrannie au nom de la démocratie et la même carence de critères moraux que, pourtant, l'on n'a cessé d'invoquer pour justifier des entreprises monstrueuses, notamment les guerres contre la Serbie, contre l'Afghanistan, contre l'Irak, contre la Libye, sur lesquelles s'est clos le deuxième et ouvert le troisième millénaire du Christ, comme si dans cette accélération du mal – quatre guerres apocalyptiques en espace de douze ans seulement ! - Satan voyait son temps arrivé et se hâtait d'entraîner le monde dans l'abîme. La même obstination pour abattre le tyran Kadhafi, comme le tyran Milosevic, fût-ce au prix de l'extermination respective jusqu'au dernier des Serbes et Libyens, la fin, la prétendue instauration de la démocratie, justifiant les moyens, mais en fait dans le but de se rendre crédibles et redoutables, mus par leurs fantasmes de conquête du monde et de l'appropriation de ses richesses.

Humanitarisme

La même cohorte des humanitaristes, certes avec Kouchner en moins cette fois-ci, mais avec l'indéfectible Bernard-Henri Lévy métamorphosé en Méphisto de Sarkozy, et qui, à ses diverses impostures, bosniaque, kosovare, tchétchène, géorgienne, irakienne et afghane, ajoute l'imposture libyenne, en glorifiant les avions de l'Otan qui sèment la mort et la destruction dans ce pays d'Afrique, en tant qu'avions de la liberté et de la démocratie, pour reprendre l'expression qu'il utilisait lors des pareilles actions de la coupable coalition en Serbie. La même irresponsabilité des responsables occidentaux, en exceptant cette foi-ci les sages dirigeants allemands, d'ensemencer l'Afrique du Nord, tout comme naguère les Balkans, par le mal de l'uranium appauvri et d'autres matières toxiques en générant une catastrophe écologique, comme si celle du Japon n'en était pas une de trop sur notre pauvre planète en proie aux puissances du mal.

La loi du terrain

Cependant, la différence entre l'opération menée contre la Serbie et celle conduite contre la Libye, serait que le relief plus ou moins montagneux de la Serbie, facilitait la tâche des résistants serbes, tandis que le terrain plat de la Libye laisse ses défenseurs exposés au fléau du haut du ciel. Par ailleurs, Milosevic, contrairement à Kadhafi, était honni par les occidentaux, alors que celui-ci, toutes ces dernières années, jouissait de leurs faveurs, comme en témoignent les accolades avec Berlusconi ou le spectacle mémorable avec Sarkozy dans le jardin du palais de Marignan où le guide de sa droite serre la main du président, tout ravissement, et de sa main gauche tient la bride de son chameau favori. Au méfait de la destruction du pays du légendaire Bédouin, qui était en plein essor, s'ajoute celui de la trahison des dirigeants occidentaux que le scandaleux Cavaliere sera le premier à expier quand le sirocco couvrira la Péninsule de poussières radioactives mortelles. ■

Komnen Becirovic

ÉGYPTE

Une ignominie

La "démocratisation" de l'Égypte passera-t-elle par la condamnation de son dirigeant tout juste retiré du pouvoir ?

IL Y A PEU, il était un homme respecté, voire adulé du monde entier, à l'Est comme à l'Ouest. Et notamment aux États-Unis. De l'aveu de tous, même de ses ennemis, il était garant de la paix au Proche-Orient. Une immense majorité de ses compatriotes lui accordaient leur confiance. Ils l'ont montré, ou tenté de le montré, au cours des semaines qui ont précédé son départ très digne de la scène politique, mais les médias occidentaux en ont peu parlé. On ne nous a montré qu'une scène de fantaisie qui n'a, semble-t-il, pas fait de victime. La pensée unique l'avait condamné par avance.

Un homme malade

Aujourd'hui, cet octogénaire malade et hospitalisé, qui a sans doute commis des erreurs au cours de sa vie politique – Mais quel homme d'État pourrait se targuer de n'en avoir commis aucune ? – risque d'être mis en prison et traduit devant la "justice" ! On ne sait même pas avec précision ce qu'"on" lui reproche. Ni qui.
Chaque jour, entre quarante et trois mille personnes se réunissent sur la place centrale de la capitale (chiffres donnés par les agences) – laquelle compte vingt millions d'habitants – pour réclamer un châtiment exemplaire. La presse nous parle de la pression populaire. Et nous lisons que certains milieux américains enverraient quotidiennement des messages au gouvernement afin de les laisser faire. Au nom de la démocratie bien entendu. Personne n'ignore d'ailleurs qu'il s'agit des Frères musulmans extrémistes et des ultra gauchistes – la fameuse alliance du noir et du rouge.
Il s'agit, vous l'aurez deviné, d'Hosni Moubarak d'Égypte et de la place Tahrir au Caire.
Le silence des "amis" de l'ex-président en Occident, et leur ingratitude, constituent une ignominie. Il n'y a pas d'autre mot. Ce sera une page peu glorieuse de l'histoire diplomatique contemporaine. ❑ **P.N.**

ASHRAF

Protestations en Occident

Patrick Kennedy s'insurge contre l'attaque des Moudjahidines par l'armée irakienne.

ASHRAF, le camp où résident, à 80 kilomètres de Bagdad, quelques milliers de Moudjahidines (des Iraniens hostiles au régime des Mollahs) a fait l'objet d'une violente attaque. Elle a été conduite par cinq brigades de l'armée irakienne et, assure-t-on de source non confirmée, de pasdaran iraniens, ce qui prouverait, affirment les Moudjahidines, une conjonction entre le Premier ministre irakien, le chiite Nouri al-Maliki, et les chiites d'Iran.
À Paris, les Moudjahidines ont tenu une convention. Maryam Radjavi, figure emblématique du mouvement avait réuni plusieurs personnalités, en particulier américaines. C'est ainsi qu'on entendit l'ancien ambassadeur à l'ONU John Bulton appeler son pays à respecter la parole donnée de protéger les civils désarmés d'Ashraf. Mais le "moment" de cette séance fut l'intervention de Patrick Kennedy, un des fils de Ted et neveu de John Kennedy. Ayant de qui tenir, l'homme a du souffle et de la présence. Il a su galvaniser la salle en déclarant que « *des milliers d'Américains ont été sacrifiés* [en Irak] *pour la liberté et non pour soutenir Maliki* ». Il a rappelé le « *Ich bin ein Berliner* » de son oncle pour conclure dans une envolée : « *Le Berlin d'aujourd'hui s'appelle Ashraf*. » Rhétorique sans doute, mais indéniablement puissance du verbe chez quelqu'un qui sait le manier. ❑ **Ch.-H.B.**

VOUS CHERCHEZ L'ACTION FRANÇAISE 2000 ?

Rendez-vous à cette adresse pour trouver un kiosque où l'acheter :

www.trouverlapresse.com

❑ LIBYE

La "coalition" enlisée

Alors que les Américains cessent d'y participer, les frappes aériennes semblent atteindre la limite de leur efficacité. Aussi la guerre se gagnera-t-elle au sol, où la rébellion n'est pas encore organisée...

Sur le pont d'envol du porte-avions *Charles de Gaulle*

La France assure désormais la majorité des frappes aériennes. Photo : Défense nationale

La guerre de Libye s'enlise, ou plutôt s'ensable. Les frappes aériennes, spectaculaires et apparemment efficaces tant que les Américains y prenaient part, ont perdu de leur intensité. L'armée de Kadhafi et les loyalistes, comme on les appelle parfois, bien que diminués, continuent à se battre. Les victimes sont nombreuses des deux côtés, et surtout parmi la population civile que l'ont disait vouloir protéger. Le sujet commence à fatiguer les médias, à se banaliser et à passer au second rang. C'est la loi du genre. Faisons le point.

Kadhafi tient bon

Le régime de Kadhafi, incontestablement exécrable, ne s'est pas effondré, et garde même de nombreux partisans. Il y a eu peu de désertions autour de lui. Sa police, ses milices, ses mercenaires et, bien entendu, l'essentiel de ses forces armées ont tenu bon jusqu'à aujourd'hui. Les frappes aériennes semblent avoir atteint la limite de leur efficacité. Tous les spécialistes militaires estiment qu'une telle guerre ne pourra se gagner que sur le terrain. Or, les Américains ne veulent ni ne peuvent y envoyer de troupes. Et une "expédition" franco-britannique est totalement exclue. D'ailleurs, la préparation d'une telle opération prendrait de long mois et serait fort coûteuse.

Armer les rebelles ?

On pourrait armer les rebelles. On ne sait pas exactement qui les dirige. On est encore moins sûr que les armes envoyées n'iraient pas tomber dans les mains des hommes d'el-Quaida. Et encore faudrait-il envoyer des instructeurs et des cadres, lesquels seraient des cibles faciles pour les tueurs islamistes et les preneurs d'otages. La rébellion n'est pas encore organisée. Il n'y a donc pas d'alternative, tout du moins dans l'immédiat. On s'orienterait visiblement vers une sorte de partition de fait du pays avec un front mouvant autour de quelques villes de l'Est et, en conséquence, un nouveau foyer de crise et de tension, à l'irakienne, à l'afghane, ou pire encore, à la somalienne.

Médiation africaine

Que pourrait-on faire ? Il faudrait relancer la médiation africaine ou arabe, ou les deux ensemble, et agir dans l'ombre afin d'obtenir d'abord un cessez-le-feu. Ensuite mettre en place une aide humanitaire où cela s'avère nécessaire. Œuvrer enfin pour favoriser une évolution pacifique à Tripoli, même avec les fils de Kadhafi qui, eux, ne tiendraient pas longtemps. On en récolterait les fruits dans cinq ans. Cela serait de la vraie politique, à la manière de Richelieu, de Vergennes, de Talleyrand ou Disraeli. Les opérations médiatiques, les coups de menton, les enjeux politiciens et les gesticulations de BHL n'y auraient guère de place. ■

Pascal Nari

Sous le joug de Ryadh

Deux Français seraient victimes d'une détention arbitraire en Arabie saoudite.

VOILÀ PRESQUE AN, deux ressortissants français qui s'étaient rendus à Ryadh pour installer une boulangerie-pâtisserie française ont été enlevés par les services secrets saoudiens, Al Mabahith. Alerté, le consulat de France a réussi à identifier leur lieu de détention, la prison Al Hayr. Après maintes interventions, le consul de France est parvenu à leur rendre visite en se se prévalant des dispositions de la convention de Vienne prévoyant la protection consulaire. Selon un document récent du Quai d'Orsay, « *les services du ministère des Affaires étrangères et européennes, à Paris, tout comme à l'ambassade de France à Ryadh sont pleinement mobilisés et vigilants quant à la situation de ces compatriotes et les autorités saoudiennes ont été saisies à plusieurs reprises par voie officielle, en vain jusqu'à ce jour, afin d'obtenir des éclaircissements sur les motifs de* [leur] *détention.* » Cette détention arbitraire inique n'a été révélée brièvement que dans le *Parisien* du 28 mars dernier. Elle inquiéterait moins les politiques que l'affaire de Florence Cassez... ■ **E.H.**

Syrie et Yémen dans le collimateur

Les mouvements de masse provoqués et nourris par des interventions extérieures ainsi que par les médias entraineront-ils la Syrie et le Yémenvers le chaos ?

AU YÉMEN, Ali Abdallah El Saleh est la cible d'une campagne mettant en cause son régime qui a pourtant mené une lutte contre le communisme, soldée en 1990 par la réunification de son pays, le Sud ayant longtemps été sous la domination pro-soviétique. En compagnie de Bob Denard, j'avais rencontré ce nationaliste en 2000. Nous évoquions alors la construction progressive de son régime, non sans difficultés, compte tenu de la sociologie tribale du Yémen autrefois gouverné par une monarchie renversée par le bloc soviétique. En 1962, les forces armées égyptiennes de Jamal Abdel Nasser, pro-soviétique, aidèrent les républicains à détrôner le prince Al Badr soutenu par l'Arabie saoudite qui fit appel aux services de Bob Denard pour tenter de sauver la monarchie yéménite.

Homogénéiser la Syrie

Dès son accession au pouvoir en 1978, le président El Saleh s'est employé à structurer son pays en commençant par le Nord, en le dotant d'institutions conformes à ses spécificités. À l'issue de la réunification, il a tenté d'homogénéiser l'ensemble du pays tant sur le plan politique que sur le plan économique. Mais sa position lors de la première guerre du Golfe, en soutenant Saddam Hussein sans pour autant avaliser l'invasion du Koweit, l'a empêché de poursuivre ses efforts. La diplomatie américaine lui fit payer le prix de cette position. Des milliers de travailleurs yéménites furent expulsés de l'Arabie saoudite, alliée de l'Amérique, provoquant une crise économique et sociale, se traduisant en 1994 par une guerre civile lorsque les sudistes tentèrent, en vain, la sécession, avec l'aide de l'Arabie.
Les Wahhabites saoudiens soutiendraient-ils aujourd'hui les salafistes du Yémen pour renverser le régime comme ils le feraient contre le régime syrien ? La Syrie comprend plusieurs communautés et doit sa composition institutionnelle à la France qui reçut un mandat de la Société des Nations et réunit cinq provinces en un État : Damas, Alep, Djebel des Druzes, pays des Alaouites et Alexandrette. Dès son indépendance, la Syrie a été le théatre d'une une pléthore de coups d'État. Elle est gouvernée par le parti Baath depuis 1970 et le coup d'État d'Hafez Al Assad.
De confession alaouite, celui-ci a réussi à maintenir l'équilibre communautaire dans son pays en le gouvernant d'une manière autoritaire, parvenant à maitriser les envolées islamistes des Frères musulmans.
La déstabilisation du Liban l'a poussé à s'engager dans la guerre libanaise en s'alliant opportunément aux différents protagonistes. En 1976, la Ligue arabe a mandaté la Force de dissuasion arabe, essentiellement composée de Syriens. Malheureusement, à partir du 1er septembre 1983, Hafez Al Assad a maintenu ses troupes. En 1989, la société internationale, y compris les États-Unis et la France, légitimèrent l'occupation et la mise en place d'un régime inféodé à Damas. A la mort d'Hafez Al Assad, le 10 juin 2000, le Parlement syrien proposa son fils, Bachar, candidat à la succession de son père. Ce dernier, qui avait effectué ses études en Angleterre et de culture occidentale, fut élu président le 10 juillet 2000. Selon SAR le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme, fin connaisseur du Proche-Orient et de ses dirigeants, Bachar Al Assad a réussi à moderniser son pays, à conserver sa stabilité : « *Cet ophtalmologue de formation s'est avéré un bon visionnaire de la politique de son pays mais aussi des enjeux géopolitiques de cette région.* » Il subit la trahison de son vice-président Abdel Halim Khaddam qui, de confession sunnite, ambitionnait la fonction de président d'une république sunnite syrienne. Mais son passé sanguinaire (il avait ordonné et exécuté le massacre de la ville de Hama en 1982) l'a empêché de réussir son pari.

Imbroglio libanais

Par ailleurs, Bachar Al Assad s'est vu accuser avec son régime de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafiq Hariri, en 2005. Face à un mouvement de protestation populaire libanais, il ordonna le retrait des troupes installées par son père au pays du Cèdre. L'accusation n'ayant pas été étayée, compte tenu de l'imbroglio libanais et de la présence de différents services pouvant être impliqués, Bachar Al Assad affronte un mouvement de masse interne scrupuleusement organisé voire armé. Il a pris de nouvelles mesures de réformes, réclamé une enquête afin de déterminer l'origine des tirs ayant causé des morts et levé l'état d'urgence établi par son père depuis quarante-huit ans. Ces mesures permettront-elles de déjouer le complot visant la stabilité aussi bien interne syrienne que celle de toute la région et d'éviter le bain de sang d'une guerre civile ? ❑

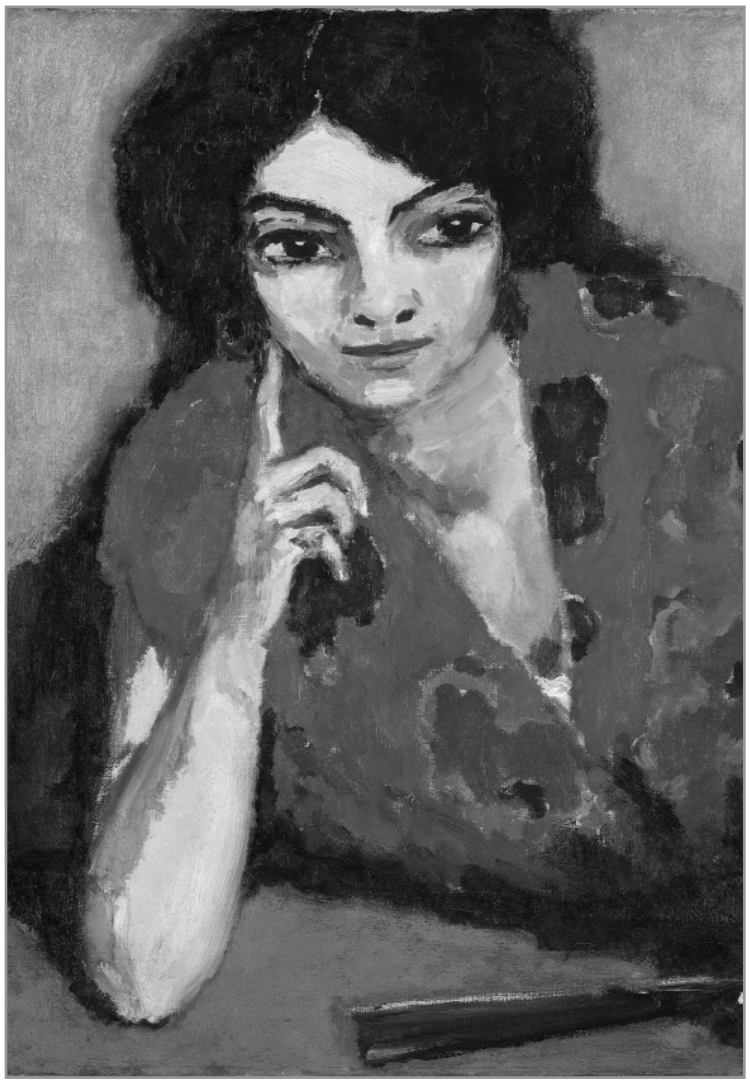
Élie Hatem

❑ VAN DONGEN

Un anarchiste mondain

Fulgurant et déroutant Kees Van Dongen trouva la reconnaissance à Paris dans les années vingt. Le musée d'Art moderne consacre une exposition à cet « *artificier du fauvisme* ».

Les musées parisiens ont revêtu leur parure de printemps en ouvrant leurs portes aux grandes expositions. Celle du musée d'Art moderne [1] mérite une attention particulière. Elle est consacrée à Kees Van Dongen, à la fois connu et méconnu. Ce « *fauve, anarchiste et mondain* », tel que le dépeint l'exposition, s'inscrit dans les années folles, celles qui précèdent la Grande Guerre et se prolongent jusqu'aux années trente. Montmartre, Montparnasse, le « *Kropotkine du Bateau-Lavoir* » comme le surnomme Picasso. Il fait partie de cette Bohême où les peintres, les filles, les galéristes, le monde et le demi-monde se rencontrent, se côtoient, vivent ensemble, se brouillent et se réconcilient.



Le doigt sur la joue
Huile sur toile, 65 x 54 cm, 1910

La lumière du Nord

Pourtant, Van Dongen occupe dans cet univers une place un peu particulière. En raison de ses origines nordiques, certains prennent de mauvaise part le caractère "très hollandais" de sa peinture. Ou serait-ce pour "son ton mesuré et sa voix basse" ? S'il s'agit de peinture, ce n'est pas mon sentiment. Tout au plus certaines œuvres de jeunesse apportent-elles un peu de la lumière du Nord sur les champs et l'eau tranquille où mouille un chaland ventru dans l'avant-port de Delfshaven, là où est né le jeune Kees, près de Rotterdam. Il ne s'attarde pas dans son pays, arrive à Paris. Ce n'est pas le "Hollandais volant", mais le "rebelle", "anar", comme beaucoup de rapins. « *À nous deux Paris* » se dit ce Rubempré du pinceau. Il se lance à corps perdu dans la vie parisienne, trouve une femme en Hollande et la ramène. Guus sera une Parisienne de plus. Adieu les coiffes des Zéelandaises, voici la « *buveuse d'absinthe* » étalée à même le sol contemplant une tête de mort. C'est le tourbillon d'une vie interlope faite de misère et de chatoiement.
On découvre son *Manège de cochons*, ses *Lutteuses du Tabarin* aux formes musclées et généreuses, son lustre à la Galette, buisson de lumière qui éclabousse une humanité qui danse, chante, se prostitue et s'épuise. Le manifeste de Van Dongen ne s'exprime pas dans des pamphlets ou des dénonciations politiques. Il est dans sa peinture. Mais, grâce à elle, l'"anar" a réussi. Il a fait son entrée dans le monde. On lui sourit, on l'accueille, la célébrité l'attend. Il ne manque pas son rendez-vous.
Des portraits en pied illustrent sa période cocktail. Celui de Mme Jasmy Alvin. Jasmy dont il fera sa compagne. Pauvre Guus, délaissée pour l'impérieuse et impériale directrice commerciale de la maison de couture Jenny... Avant l'époque des ballets russes, il y a celle du bal nègre. Le terme n'est pas encore à l'index. D'où le portrait de l'ambassadeur d'Haïti, Auguste Casséus emplumé et engoncé, appelé aussi *Ambassade nègre*. Transgressant idéologies et classes sociales, on peut voir, accrochés aux cimaises, les portraits de Charles Rappoport et d'Anna de Noailles. D'origine russe, petit, tout en barbe et en poils, bedonnant dans un complet marron aux plis relâchés, tel apparaît Rappoport, un des fondateurs du Parti communiste. Anna de Noailles, l'élégance faite femme, a le cou ceint d'un bijou dont l'ornement principal est... la Légion d'honneur. Clin d'œil de l'anarchiste repenti mais facétieux à son modèle... ravi.

Petit ruban rouge

Quelques années auparavant, Van Dongen l'avait obtenu, le ruban rouge, et, dans la foulée, la nationalité française. Durant la Seconde Guerre mondiale, cette distinction et cette qualité se virent un peu ternies. Le peintre ayant davantage de talent que d'esprit politique accepta l'invitation à Berlin d'Arno Breker dont les sculptures et l'académisme étaient au service d'Hitler et du IIIe Reich. Après une période de purgatoire infligée, la guerre finie, l'artiste retrouva les cimaises. Peu de temps avant sa mort survenue à Monaco en 1968, il connut la consécration d'une rétrospective au Boijmans van Beuningen et au musée national d'Art moderne à Paris. Le revoici. Rare et d'autant plus admiré pour le chatoiement des couleurs, l'expression de ses portraits et le sens du décor... ■

Charles-Henri Brignac

[1] Jusqu'au 17 juillet, du mardi au dimanche de 10 heures à 18 heures (le jeudi jusqu'à 22 heures), 11 avenue du président Wilson 75116 Paris ; tél. : 01 53 67 40 00.

LUCHINI

Fables de mon cœur

Fabrice Luchini récite La Fontaine qu'il croise avec Nietzsche, Baudelaire ou Céline...

MA PRÉFÉRÉE, sans conteste : *La Tortue et les Deux Canards*, suivie de près par *Les Deux Amis*. Il s'agit des fables du bon La Fontaine, vous l'avez bien compris. Aussi ai-je été particulièrement touchée d'entendre Fabrice Luchini opter pour le même choix, l'autre soir, au théâtre de l'Atelier, mais ceci après une audacieuse introduction par devinez qui ? Frédéric Nietzsche !
Il faut à l'évidence le métier très sûr du comédien pour oser une telle salade, assez peu russe. Et c'est ainsi deux heures durant, passant de Baudelaire à Hugo pour retrouver, au détour du chemin, notre sieur de Chateau-Thierry. On suit comme on peut mais passionnément ; on tente, parfois, de résister au flot mais c'est inutile entreprise. Passent Péguy vers sa cathédrale beauceronne, Rimbaud dont le bateau chavire et Céline, ah ! Céline, toujours éructant, en plein voyage lui aussi, de New York au Danemark, avec escale à Sigmaringen. On suit toujours. *Bravi* et applaudissements se succèdent et revoilà notre Jean au coin du bois où gémit le « *pauvre bûcheron tout couvert de ramée* ».
De très loin, il me souvient qu'avant même les fameux *Le Corbeau et le Renard* ou *Le Lièvre et la Tortue*, ce fut la première fable apprise en d'autres temps, en classe de 9e ! La mémoire, si elle est bien sollicitée, reste une fidèle alliée ; la musique des vers est belle chanson. Une morale juste et simple, c'est encore et toujours, pour toutes les générations, le trésor des *Fables*. ❑

Monique Beaumont

✓ Théâtre de l'Atelier, 1 place Charles Dullin, Paris 18e ; tél. : 01 46 06 49 24.

ROMAN

Entre Bruxelles et Dublin

Des années soixante à nos jours, cette enquête à travers l'Europe mêle suspense et gourmandise.

LE 1er NOVEMBRE 1972, Charles Mansfield, homme d'affaires irlandais, a été abattu devant son domicile bruxellois ; un crime dont les auteurs n'ont jamais été identifiés. Trente-huit ans après ce drame, Louise, sa fille unique, revient pour la première fois à Bruxelles, décidée à comprendre les raisons de l'assassinat de son père. Au fil de ses rencontres, des liens renoués, l'image paternelle se brouille étrangement : qui était en réalité cet homme au passé inquiétant et aux relations compromettantes ? Un gangster, un traître, un espion, un terroriste, un héros ?
Christopher Gérard tisse, dans ce bref roman remarquablement réussi, une intrigue dense et prenante, entraînant son lecteur de l'Irlande insurgée aux ruines de Berlin, de Lisbonne au Bloc de l'Est, de 1916 à nos jours, avec, pour fil conducteur, le Bruxelles des années soixante et celui d'aujourd'hui dont il parle avec une ferveur amoureuse et communicative. Tous ceux de sa génération se retrouveront, le cœur serré, dans les souvenirs d'enfance de Louise Mansfield, et sa quête d'un passé enfoui sous les tags et le multiculturalisme de notre temps. Peut-être aussi dans les choix, les refus, les amours et les détestations d'un auteur qui se moque des diktats du politiquement correct et de la langue de bois. Et sûrement dans la promenade épicurienne d'un écrivain qui sait parler, à vous en mettre l'eau à la bouche, du fondant d'une pâtisserie, des saveurs d'un plat, des splendeurs d'un Baume de Venise, et des subtilités infinies du thé. ❑

Anne Bernet

✓ Christopher Gérard : *Porte Louise*, L'Âge d'homme, 155 p., 18 €.

CINÉMA

Bonobos

À mi-chemin entre le documentaire animalier et un reportage sur le centre de sauvetage des bonobos au Congo.

LES BONOBOS sont de grands singes partageant 98 % de leur patrimoine génétique avec l'homme. Actuellement en grand danger, estimés à 100 000 en 1980, ils ne sont plus que 10 000 aujourd'hui.
Pour les protéger, une Française, Claudine André, marchant sur les traces de ces femmes qui se sont mobilisées pour sauver les grands singes (orang-outans en Indonésie, gorilles dans la brume des montagnes au Rwanda ; souvenons-nous de l'admirable travail de Diane Fossey assassinée par des braconniers), a créé un sanctuaire où elle recueille, soigne, élève tous les petits bonobos orphelins, dont les parents sont tués pour finir sur les étals des bouchers dans les villages, avant de les relâcher dans la nature au bout de quelques années.
Ce beau film pour tout public est un témoignage passionnant, drôle et émouvant sur ces "animaux" étonnants et extrêmement intelligents (au centre de recherche sur le langage en Géorgie aux États-Unis, un bonobo est parvenu à mémoriser plus de cinq cents mots qu'il énonce grâce un ordinateur et il est capable de communiquer plus de deux cents concepts !). Une formidable réalisation due à Alain Tixier avec, en voix *off*, des commentaires dits par Sandrine Bonnaire. ❑

Frédéric Pic

❑ RELIGION

Livres : la face de Dieu

En quête d'un visage divin, un journaliste florentin bouleverse ses lecteurs en racontant comment il a rencontré le Christ, dont l'image, reconnue sur le linceul de Turin, nourrit la foi des croyants. Avides de parole, ceux-ci sont d'ailleurs tentés de se tourner vers les évangiles apocryphes...

Seul le christianisme s'est accordé, dans sa pure orthodoxie, le privilège exorbitant de représenter Dieu. Parce qu'il est l'unique religion à adorer Dieu incarné, fait homme, donc susceptible d'être représenté. Si ce choix divin ouvre la porte aux blasphèmes contre l'image divine, l'actualité nous le rappelle trop souvent, il représente d'abord, pour le croyant, la magnifique obligation de chercher, jour après jour, la face du Seigneur.

Quinze mois de lutte

Il suffit d'en prendre conscience pour faire basculer une vie. Ce fut le cas, au lendemain de la Première Guerre mondiale, du journaliste florentin Giovanni Papini. Ardent partisan de l'entrée de l'Italie dans le conflit au côté de la France, Papini, au faite de sa brillante carrière littéraire, confronté à l'effroyable réalité du carnage, sentit vaciller toutes ses convictions, et d'abord l'athéisme virulent qui avait été le sien. La question du Mal posée avec une pareille acuité exigeait une réponse, ou l'absurdité de l'univers et de l'humanité submergeait tout, hypothèse que Papini ne tolérait plus. C'est alors que, dans le plus inattendu des sursauts, il se tourna tout entier vers l'Évangile, en quête de la seule réponse qui le défendrait d'une tentation du Néant sans limite. Quinze mois, isolé au fin fond de la campagne toscane, coupé de ses amis, Papini lutte avec les textes sacrés, avec Dieu, avec Jésus qu'il se prend à aimer ; lutte qui aboutit à un livre époustouflant, *Histoire du Christ*, paru en 1922, acte de foi censé effacer les péchés de l'auteur, en faisant partager à ses lecteurs le cheminement de sa conversion.

D'emblée, Papini annonce qu'il se veut l'anti-Renan, mais aussi l'anti-auteur de sacristie. Il se tiendra pareillement éloigné de ceux qui affadissent le Christ en l'emprisonnant dans une imagerie sulpicienne douceâtre, et de ses contempteurs qui nient son historicité ou sa divinité. Prenant l'Évangile, tout l'Évangile, affirmant sa foi retrouvée dans le miracle et la bonté divine, Papini, dans une langue que le traducteur parvient à ne pas trahir, ce qui est un exploit, dit la vie de Jésus avec le regard neuf, émerveillé du premier croyant, de l'humble, du pauvre qu'il a choisi de redevenir. Cela ne lui coupe pas les griffes, il suffit pour s'en convaincre de lire sa définition des catholiques modernistes : « *Ils veulent rester dans l'Église, pourvu que l'Église devienne ce qu'ils veulent ; obéir au pape, pourvu que le pape n'écoute qu'eux ; croire aux dogmes, à condition de vider les dogmes de leur signification orthodoxe ; croire en Dieu, pourvu que Dieu soit réduit à une formule philosophique privée de sens.* » À l'opposé de sa démarche, à lui qui a choisi de revenir à l'intégralité de la foi, quand même il lui arrive de s'agacer de ce qu'en font les bien-pensants.

Papini n'écrit pas pour eux, mais pour son public d'ignorants, incroyants, mécréants, pour les désabuser, leur faire partager le trésor qu'il a découvert. Pas d'exégèse, de révélations fracassantes, mais une glose éblouie, éblouissante, autour des paraboles, des événements, des personnages de l'évangile, autour, surtout, de celui qui s'impose désormais à lui dans sa grandeur offerte et désarmée. Une relecture d'une magnifique fraîcheur qui marqua durablement le cinéma italien, car l'influence de Papini se sent aussi bien dans l'*Évangile selon saint Matthieu* du communiste Pasolini que dans le moins sulfureux *Jésus de Nazareth* de Zeffirelli. Tant il est vrai que nul ne saurait rester indifférent à cet ouvrage.

Relique vénérée

1898 : photographe amateur proche de la cour d'Italie, le chevalier Pia se voit chargé, avant ce qui devrait être une relégation définitive en quelque placard de sacristie, de prendre des clichés, les premiers, de la relique vénérée à Turin comme le linceul du Christ, drap maculé de taches susceptibles d'être du sang, donnant l'image floue et bizarre d'une silhouette humaine. Pour Secondo Pia, le choc sera immense lorsque, au développement, il comprendra qu'il a sous les yeux les positifs d'un cliché dont le Suaire, contre toute possibilité, se révèle être le négatif. Incroyable révélation qui inaugure la seconde vie de la relique, propulsée au rang de témoin de l'historicité du Christ, de la réalité de la Passion et de la Résurrection dans une société déchristianisée mais capable de déchiffrer l'extraordinaire message inscrit depuis deux mille ans sur les fibres du lin. Signe de contradiction sans précédent qu'il faut impérativement nier pour ne pas fléchir le genou et adorer.

Un guide du pèlerin

Parmi l'abondante littérature consacrée au Saint-Suaire, destinée à réfuter les conclusions précipitées et aberrantes des chercheurs qui en firent un faux médiéval, sans expliquer comment, il faut signaler deux plaquettes d'accès aisé qui constituent la meilleure introduction à la question pour ceux qui n'y connaissent rien. *Suaire de Turin, témoignage d'une présence* est signé de la sindonologue italienne Emanuella Marinelli. Elle fait le point, concise et brève, sur le sujet. À ceux que le sujet passionne, elle n'apprendra rien, sauf en comblant, peut-être, l'une des lacunes de l'histoire de la relique, entre sa disparition de Constantinople en 1204 et sa réapparition en Champagne en 1357. Le Linceul, plié pour ne montrer que le visage, ne serait-il pas l'image que les Templiers vénéraient en secret dont la rumeur fit l'idole démoniaque du Baphomet ? *Guide du linceul de Turin*, de l'association Montre-nous ton visage, est destiné au pèlerin qui y trouvera dates essentielles, explications sur la formation de l'image, méditation de la Passion à travers la terrible lecture médicale du cliché, et invitation à comprendre jusqu'où alla l'amour de Dieu envers l'homme.

Vers 1600 encore, l'on vénérait à Rome une image du Christ « *non faite de main d'homme* » tenue pour le suaire de Véronique. Peu après la consécration de la nouvelle basilique Saint-Pierre, la relique cessa d'être offerte à la vénération, sinon en de rares occasions. On affirma que l'image avait peu à peu disparu, puis on avoua à demi mots qu'il s'agissait d'un faux. Et si, en réalité, la Véronique, drame inavouable, avait été volée, et transportée dans un village des Abruzzes, Manopello, où, à la même époque, l'on commença de vénérer une étoffe extraordinaire, portant un portrait du Christ qui ne l'était pas moins ?

Étoffe précieuse pour portrait étrange

Journaliste allemand, Paul Badde, en est convaincu depuis qu'il a vu l'autre suaire. L'enquête qu'il publie, passionnée, minutieuse, soulève bien des questions, et ne les résout pas toutes, tant s'en faut. L'étoffe, du byssus de mer, soie tissée avec les fils de nacre de certains coquillages, rarissime, sans prix, ne supporte ni teinture ni peinture : or elle garde un portrait étrange, dont la ressemblance avec celui du Suaire, y compris les traces de coups, est troublante, même si, en raison de sa transparence, elle se prête mal à la photographie, donnant des clichés décevants, voire laids. Il manque des analyses, des recherches, pour comprendre, accréditer, supposer qu'il s'agit d'une des reliques laissées dans le Tombeau, celles dont Jean écrit « *qu'il les vit et qu'il crut* ». Parce que l'on ne vole pas un cadavre sans son linceul... C'est précisément ces recherches que Paul Badde voudrait voir mener, dans la conviction, qu'il fait partager, que croiser le regard de l'homme de la Véronique, suffirait à changer la face du monde...

Faute de lire et relire les évangiles canoniques, et dans l'idée, fausse, qu'ils trouveront ailleurs des secrets occultés par l'Église, beaucoup de nos contemporains se tournent vers les apocryphes, voire certains textes hérétiques, tel le pseudo-évangile de Judas, qui fit couler tant d'encre voilà trois ou quatre ans. La démarche n'est pas sans péril. Pourtant, il existe, ici ou là, dans ces textes, des passages, des citations, des paraboles, connus des communautés primitives, qui pourraient, peut-être, venir du Christ.

Un christ bavard

Bernard-Marie, du Tiers Ordre franciscain, s'est risqué à une compilation précautionneuse de ces agrapha, jusqu'à en proposer un *Cinquième Évangile*. Rien dans ces pages qui ne soit parfaitement catholique, certes, mais quel contraste, évident, avec la simplicité des synoptiques ou la profondeur de saint Jean... Ce Christ bavard, redondant, qui se plagie lui-même sans talent, n'apporte rien, ou si peu ; les questions abordées, sur l'indissolubilité du mariage ou le salut des païens, par exemple, répondant, à l'évidence, aux interrogations anxieuses des premiers chrétiens, si elles sont conformes aux dogmes, prennent trop souvent l'allure de petits romans historiques édifiants. Enfin, et ce n'est pas le moindre reproche, impossible de savoir ce qui, dans cette reconstitution, vient de tel apocryphe, ce qui est emprunt à Marie d'Agreda, Anne-Catherine Emmerich, Marthe Robin, et cette confusion nuit à l'ensemble, trouble. Autant de raisons de réserver cet ouvrage, au demeurant plaisant, voire édifiant, à un public assez averti pour faire, très large, la part du feu sans se laisser emporter dans ces reconstitutions pieuses et ces gloses même bien intentionnées. ■

Anne Bernet

✓ Giovanni Papini : *Histoire du Christ*, Fallois, 460 p., 25 €.
✓ Emanuella Marinelli : *Suaire de Turin, témoignage d'une présence*, Téqui, 138 p., 14,90 €.
✓ Association Montre-nous ton visage : *Guide du linceul de Turin*, Téqui, 24 p., 5 €.
✓ Paul Badde : *L'Autre Suaire*, Éditions de l'Emmanuel, 360 p., 22 €.
✓ Bernard-Marie : *Le Cinquième Évangile*, Salvator, 286 p., 12 €.

Lu aussi

UN CHEMIN de croix inspiré par les souffrances de l'Afrique, un chemin de croix autour et pour les droits de l'homme, un chemin de croix engagé... avec pourtant, souvent, de beaux passages, de belles envolées, parce que le sujet finit par hausser, toujours et en toutes circonstances. ❑ **A.B.**

✓ Père Bernard Ugeux : *Chemin de croix*, Salvator, 80 p., 5,90 €

❑ ÉTATS-UNIS

Une blessure béante

150 ans après son déclenchement, la guerre de Sécession continue d'imprégner l'esprit des Américains, qui furent des milliers à marquer cet anniversaire avec une fierté mêlée de tristesse et de rage.

Une maquette de Fort Sumter, symbole d'une volonté inébranlable

Il y avait 150 ans, le 12 avril, éclatait en Amérique la plus sanglante guerre de son histoire : 618 000 morts, plus d'un million de blessés graves, un territoire grand comme quatre fois la France ravagé. Cette boucherie a reçu, et conserve, deux noms différents - un pour chaque camp - ce qui prouve qu'elle divise encore les esprits.

Pour les vainqueurs nordistes, ce fut une guerre civile. Or, rien n'est plus faux. Le Sud vaincu n'a jamais voulu s'emparer de Washington, remodeler les institutions fédérales, imposer ses principes socio-politiques. Le plus cher désir du Sud était de continuer à vivre comme il avait vécu depuis deux siècles sous son blanc soleil, dans la moiteur tropicale, l'ombre de ses magnolias, la sérénité de ses champs de coton, de tabac et de canne à sucre. Le Sud avait une civilisation à défendre. C'est pour elle que ses fils prirent les armes. Par mépris, le Nord en fit des rebelles. À qui la faute ? Le Sud devait réagir contre un étranglement commercial voulu par les yankees, une succession de lois humiliantes, injustes et dominatrices, le viol répété d'une Constitution où chaque État avait le droit de faire sécession. Ce droit, le Sud l'a revendiqué dans un choc effroyable qu'il a appelé la "guerre entre les États".

Ce fut en effet une lutte entre les deux parties du puzzle américain. Les morceaux situés au Nord avaient une lecture autoritaire, centralisatrice, contraignante de la Constitution. À l'inverse, les morceaux situés au Sud avaient une vision souple, régionaliste et libérale de la même Constitution. Les Pères fondateurs auraient donné raison au Sud : on pouvait quitter l'Union. Le mot est lâché : sécession. Il s'agit du défi de onze États pour préserver leurs terres, leurs foyers, leurs mœurs, leurs consciences - l'âme du Sud, son sang bouillonnant et fier, qui va bientôt surgir sur le devant de la scène.

Fort Sumter

Un mois après l'entrée d'Abraham Lincoln à la Maison Blanche en mars 1861, tous les regards se fixent sur un fort minuscule édifié au sommet d'un îlot isolé à l'entrée du port de Charleston, en Caroline du Sud. C'est Fort Sumter. Une garnison nordiste l'occupe : symbole provocant au cœur du pays sudiste. De là jaillira l'étincelle qui mettra le feu à la traînée de poudre jusqu'à l'embrasement général. Les Sudistes assiègent Fort Sumter, puis, le 12 avril 1861 au petit matin, l'aspergent d'obus. La canonnade durera vingt-quatre heures, ne fera que quelques blessés et débouchera sur une reddition. Occasion rêvée pour Lincoln de présenter le Sud comme l'agresseur. Il mobilise 75 000 hommes. La guerre commence.

Suivent mille jours de combat, seize batailles décisives, une dizaine de fiévreuses campagnes et, dans les deux camps, ces flambées d'audace, de courage, d'héroïsme qui ont recouvert l'immense champ d'honneur du visage des grandes guerres. Grande comme celle de 14-18 pour les Français. Grande parce que c'est la seule que les Américains ont vécu avec leur tripes. Et parce que c'est la seule qui eut pour théâtre leur propre territoire.

En avril 1865, le Sud reconnut la défaite de ses armes. Mais il n'accepta jamais la loi du vainqueur. Cette liberté assassinée que plus de six millions d'hommes et de femmes avaient rêvée laissa une blessure qui ne guérira jamais. Le Sud a plié. Le Sud s'est soumis. Le Sud a réintégré l'Union. Mais sous ces apparences, il est resté un rebelle - dans sa mentalité, ses fibres, ses espoirs. Et ses souvenirs. Deux mois avant Fort Sumter, Jefferson Davis était élu président de la Confédération. Il prêta serment sur les marches du Capitole de Montgomery, en Alabama. Ce fut alors le triomphe de la confiance, de l'enthousiasme, de l'euphorie. L'histoire s'accélérait.

Face à Lincoln, il y avait désormais Davis. Face au Nord, il y avait plus que jamais le Sud rassemblé, une volonté nationale, la perception d'un destin. Un siècle et demi plus tard, en février dernier, ils furent des milliers à marquer l'événement avec une fierté mêlée de tristesse et de rage. Devant le même Capitole de Montgomery, les vieux fusils, les costumes d'époque, la bannière sudiste avec ses étoiles et la croix de Saint-André défilèrent dans la fumée des canons, les accents de l'impérissable Dixie qui chante la douceur de vivre, le pays du coton, le bon vieux temps. La parade dura plusieurs heures. À la fin, un acteur local joua le rôle de Davis et lut l'allocution qu'il prononça jadis : « *Devant la force, le Sud fera sentir à ses adversaires l'odeur de la poudre. Il soutiendra ses droits. Rien que ses droits. Mais tous ses droits.* » Deux mois plus tard, la canonnade de Fort Sumter montra d'une façon éclatante que le Sud était intimement convaincu de la justesse de sa cause. Le 12 avril dernier, ce fort, symbole d'une volonté inébranlable, fut envahi par les foules du souvenir et de la ferveur. Comme à Montgomery. Et comme là-bas, les charognards hystériques tempêtèrent contre les « *nostalgiques de l'esclavagisme* ».

L'esclavage, cause du conflit ?

La plus révoltante imposture du politiquement correct concernant la guerre de sécession est liée à l'esclavage. On s'ingénie à faire croire aux Américains qu'il est l'unique origine de ce conflit. Autre mensonge. Lorsque les premiers coups de feu furent échangés, les États du Nord comptaient des dizaines de milliers d'esclaves. L'esclavage était légal à Washington et en 1857 - soit quatre ans à peine avant le début des hostilités - la Cour suprême des États-Unis réaffirma que le fait de posséder des hommes et des femmes de race noire pour les soumettre à un travail régulier était un droit constitutionnel. À la même époque, des élus du Nord proposèrent un amendement à la Constitution qui spécifiait que les instances fédérales n'avaient aucune autorité pour intervenir sur l'esclavage dans les États où il existait. Bref, on ne tua pas 618 000 soldats pour libérer 4,5 millions de Noirs importés d'Afrique. La guerre est née de l'acharnement de Lincoln à sauvegarder l'Union, coûte que coûte. Au prix d'un effroyable bain de sang. Lincoln a son mausolée à Washington. C'est même le plus imposant de tous. Beaucoup de phrases mémorables qu'il a prononcées y sont gravées. Mais on chercherait en vain la plus significative : « *Si j'avais pu sauver l'Union sans libérer un seul esclave , je l'aurais fait.* » ■

De notre correspondant aux États-Unis, Philippe Maine

JEAN-PIERRE LAMY
Estimations immobilières et commerciales
Membre de la Compagnie Nationale des Experts Judiciaires en Estimations Immobilières
223 rue de l'Université 75007 Paris
Bureaux à Avignon et Cannes
06 63 09 35 16
lamyjeanpierre@sfr.fr

Alger, 1961...

Retour sur le "putsch des généraux"

SE FAIRE ÉLIRE en 1958 en ordonnant à nos soldats de s'engager au nom de la France auprès des populations d'Algérie à ne jamais les abandonner, et mener dès le 16 septembre 1959 une politique toute contraire, c'était, pour la république de Charles De Gaulle, prendre le risque d'une révolte inexpiable.

Ainsi le samedi 22 avril 1961 au petit matin apprenait-on qu'à l'appel des généraux Maurice Challe, André Zeller et Edmond Jouhaud, bientôt rejoints par le général Raoul Salan, et par les colonels Jean Gardes et Antoine Argoud, puis par Joseph Ortiz et Jean-Jacques Susini, l'insurrection montait à Alger. Challe déclarait à la radio : « *Je suis à Alger* [...] *pour tenir notre serment. Un gouvernement d'abandon* [...] *s'apprête aujourd'hui à livrer définitivement l'Algérie.* [...] *L'Armée ne faillira pas à sa mission.* »

Le 1er régiment étranger de parachutistes, sous les ordres du commandant Hélie Denoix de Saint-Marc, s'était déjà emparé des points stratégiques d'Alger, mais les régiments, où l'on ne pensait qu'à la "quille" furent rares à entrer dans le mouvement.

Le dimanche soir, grande mise en scène : M. De Gaulle parlait à la télévision, traitant dédaigneusement le meilleur de l'armée française de « *quarteron de généraux* » (il oubliait qu'un quarteron est composé de vingt-cinq éléments) puis, le pathétique : « *Françaises, Français ! Aidez-moi !* ». À minuit, le Premier ministre Michel Debré appelait la population parisienne à se rendre sur les aéroports « *à pied, à cheval ou en voiture* » repousser les putschistes qui ne prenaient Paris que dans son imagination. Ils ne vinrent hélas pas, et « *Michou la Colique* » se ridiculisa. Ce fut leur tort car quand on veut prendre le pouvoir on le prend dans la capitale comme disait le capitaine Sergent.

Ces trois journées exaltantes avaient été assez mal préparées. Le mardi les quatre généraux étaient encore acclamées par la population d'Alger ! Arrêtés, Challe et Zeller furent condamnés à quinze ans de réclusion. Réfugiés dans la clandestinité, Salan et Jouhaud, bientôt les chefs de l'OAS, échappèrent de justesse à l'exécution, le premier grâce à Me Jean-Louis Tixier-Vignancour, le second par l'action du Premier ministre Georges Pompidou, qui mit sa démission dans la balance. Les autres participants furent amnistiés après les événements de mai 1968. ❑

Michel Fromentoux

❑ CHESTERTON

Un fantôme du passé

Gilbert Keith Chesterton (1874-1936) est l'un des plus importants écrivains anglais du début du XXe siècle. Journaliste, poète et biographe à la fois, il mérite d'être redécouvert.

Gilbert Keith Chesterton n'est pas seulement ce paladin auteur de contes allégoriques où le merveilleux celto-païen le dispute au surnaturel chrétien qui incarnait à lui seul les trois vertus théologales, les quatre vertus cardinales, les trois mousquetaires et les sept jours de la création ; c'est tout ce que le monde moderne n'est pas et tout ce que le monde ancien était : la santé, la foi, la normalité, l'espérance, l'optimisme, le courage, l'allant, l'élan, le patriotisme, bref l'homme créé à l'image de Dieu et qui lui est assujetti.

Paysan et croisé

Poète et paysan, combattant et croisé, homme libre des guildes et des corporations, il rassemble dans sa vision toute une pluralité végétale et spirituelle de clans, de glèbes, toute une chouannerie imprégnée de la Marche d'Arthur, car le combat de Chesterton n'est pas contre le chair et le sang mais contre les puissances de méchanceté qui bataillent dans les cieux. C'est l'insurrection de la campagne contre la ville et son béton, celle du sang contre l'argent et de la main contre la machine.
C'est à ce titre un pamphlétaire, un soldat, un polémiste, un apologiste comme notre Péguy ou notre Bernanos, qui met sa plume, à défaut de son épée, au service de Dieu dans son combat contre la modernité, contre l'argent, contre le capital, c'est-à-dire la machine, ainsi qu'en témoignent deux livres que viennent de publier à un an d'intervalle les Editions de l'Homme Nouveau : Plaidoyer pour une propriété anti-capitaliste, et Utopie des Usuriers, où l'on voit par là combien l'attaque du chrétien va plus loin et vise plus juste, car elle remonte plus haut, que celle d'un simple marxiste acquis , quoi qu'il en ait, à l'idée de progrès et d'évolution. Le monde étant à l'envers , Chesterton se fixa pour but de le remettre à l'endroit Mais affirmer les droits et la prééminence de la raison, de la normalité, de l'ordre et de la santé était un exercice d'équilibriste autrement périlleux, qui déplaisait souverainement à l'esprit moderne épris de nouveauté et de glose et qui avait substitué l'expérience, le relativisme et la dialectique à la transcendance, la révélation et la logique.
Chesterton définit le patriotisme comme le lien sacramentel et indissoluble unissant un homme à son peuple (terre et langue, vivants et morts, histoire et géographie confondus) pour le bon et pour le mauvais, dans la prospérité et l'épreuve, l'humiliation et le déclin. Etre patriote, ce n'est pas voyager sur le navire de l'Etat à titre de passager dans une cabine de luxe, mais le cas échéant de sombrer avec lui. Sa démocratie anti-parlementaire est un démocratie de droit divin dans laquelle chef et peuple ne font qu'un même corps, et c'est un peuple insurgé contre les puissances de l'argent qui cherchent à l'asservir et à l'avilir.

La machine et l'argent

Par ailleurs Chesterton a bien vu l'alliance de la machine et de l'argent. Les machines sont avant tout des instruments de spéculation. Lorsque l'argent est honoré comme signe de la réussite le spéculateur est aussi honoré.L'or est son dieu. L'homme des machines appartient aux machines, il est le serf de l'économie.
Chesterton avait-il discerné la face diabolique du Progrès et de la religion des droits de l'Homme qui en son temps n'en était, si j'ose dire, encore qu'au berceau ? L'effondrement de toute ordre moral, de toute notion de bien et de mal, la disparition programmée des nations, et l'avènement de la société de spectacle portant à son comble la somme de toutes les abjections et abominations qui l'avaient préparée, par l'histrionisation des gens et des choses, la publicité, la glose et le bavardage généralisé des medias comme principaux moyens d'expression de la personne humaine, voilà en quelques mots ce qu'on peut appeler la modernité. ■

Gérard Joulié

3 G.K. Chesterton : *Utopie des usuriers*, L'Homme nouveau, 2010 ; *Plaidoyer pour une propriété anticapitaliste*, L'Homme nouveau, 2009 ; *La Fin de la sagesse*, L'Age d'Homme, 2009.

À lire et à offrir

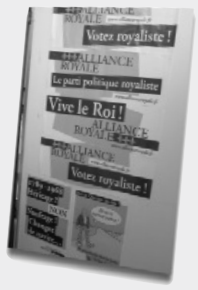
Livres reliés
de Charles Maurras
Léon Daudet
Jacques Bainville

Éditions originales brochées

Demandez la liste à nos bureaux :
10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris - 01 40 39 92 06

TRIBUNE

Pour un compromis... royaliste !



L'approche des échéances électorales a toujours suscité de vives discussions à l'Action française, suscitant des débats parmi ses figures les plus prestigieuses. La tradition perdure !

LES RÉCENTS résultats du Front national et la "vague bleu Marine" ont plongé la mouvance nationale dans une effervescence que la déroute électorale de 2007 semblait avoir éteinte. Les scrutins des régionales puis des cantonales sont venus conforter une remontée du parti déjà amorcée en 2009.

Poudre magique

Comme par un effet d'enchantement dont seule la poudre magique électorale a le secret, certains voient déjà Marine Le Pen comme "l'homme providentiel" qui viendra sauver la France du déclin. Et d'aucuns appellent ainsi à « *l'union des patriotes* », tel Paul-Marie Coûteaux du Rassemblement pour l'indépendance de la France.
Du coté des royalistes, la magie semble de nouveau faire effet et il n'est pas rare de croiser dans nos rangs des militants prêts à sacrifier leurs convictions monarchiques sur l'autel du succès mariniste.
On ne peut pas demeurer indifférent à l'évolution du paysage politique. On ne peut pas non plus renvoyer, comme certains le font dans quelques cercles "ultra" qui brillent par leur apathie politique, tous les républicains dos à dos : certains, c'est une évidence, sont moins pires que d'autres. Cependant, il ne faut pas en tirer la conclusion que notre espoir se trouverait nécessairement dans une hypothétique "union" : autour de quoi ? de quel projet ? de quels objectifs ? L'objectif des royalistes est de restaurer la monarchie ; ce n'est pas une finalité, c'est une première étape. Nous savons bien que les meilleures réformes, que les meilleurs gouvernements, que les meilleurs hommes que la France compte ne suffiraient pas à pallier les vices de la République.
Avec un candidat républicain, nous serons toujours en désaccord sur un point fondamental : celui des institutions. À nous de le marteler : il n'y a pas, en France, de bonne République. On peut le regretter, l'Histoire y est très certainement pour beaucoup, mais c'est un fait. La République ne sait pas prévoir, elle sait à peine gouverner, elle ne sait pas décentraliser (sauf lorsqu'il s'agit de dissoudre la France dans l'Europe), elle n'arrive pas à maîtriser les flux migratoires, elle est tétanisée face à l'islam pendant que les profanations anticatholiques se multiplient. Comment peut-on dès lors placer ses espoirs dans un candidat qui ne remet pas en cause les institutions républicaines ? S'il y en a qui peuvent se dire favorables à une monarchie mais qui n'en ressentent pas le caractère impérieux, pour qui la priorité consiste à voter pour un candidat dit "nationaliste", qu'ont-ils de réellement royaliste, hormis une touche puérile de sentimentalisme sans conséquence politique ?
Les royalistes conséquents devront, dans les mois, les années à venir, assumer l'intégralité de leur message et porter leurs couleurs. Aux élections, cela passe par soutenir et voter pour les candidats royalistes. Peu importe qu'ils obtiennent un résultat très faible (quel était celui du FN en 1974 ?), leur candidature a valeur d'un témoignage inestimable. Ne pas voter pour un candidat royaliste lorsqu'il s'en présente un pour lui préférer un candidat républicain, quelle que soit l'élection, quel qu'en soit l'enjeu, cela revient à valider directement ou indirectement la République, n'en déplaise à tous les sophistes.

L'AF au tournant

Quant à l'Action française, l'Histoire l'attend au tournant. Elle n'est pas n'importe quel mouvement : nul mieux qu'elle ne pourrait comprendre la notion de "compromis" dans l'intérêt de la France. Mais ce compromis doit être celui d'un authentique compromis royaliste, autour de ce qu'il y a de plus fondamental donc : la monarchie. Cela n'implique aucun renoncement, au contraire : il s'agit bien là d'accomplir, de donner tout son sens à ce que le maître de Martigues n'a cessé d'enseigner : le roi d'abord, « *par tous les moyens, même légaux* ».
En 2012, l'Alliance royale se présentera aux élections législatives. Le choix des royalistes pourra être de s'en désolidariser en se parant d'une fausse pureté intellectuelle qui ne conduit bien souvent qu'à l'isolement et à l'extinction politique accompagnés du renoncement ultime : servir de supplétif pour un hypothétique camp national qui n'a cure d'eux. Ou alors, les royalistes choisiront de porter fièrement leurs couleurs et, par la force de leurs engagements, pourront reconquérir leur place dans l'histoire de notre pays. ❑

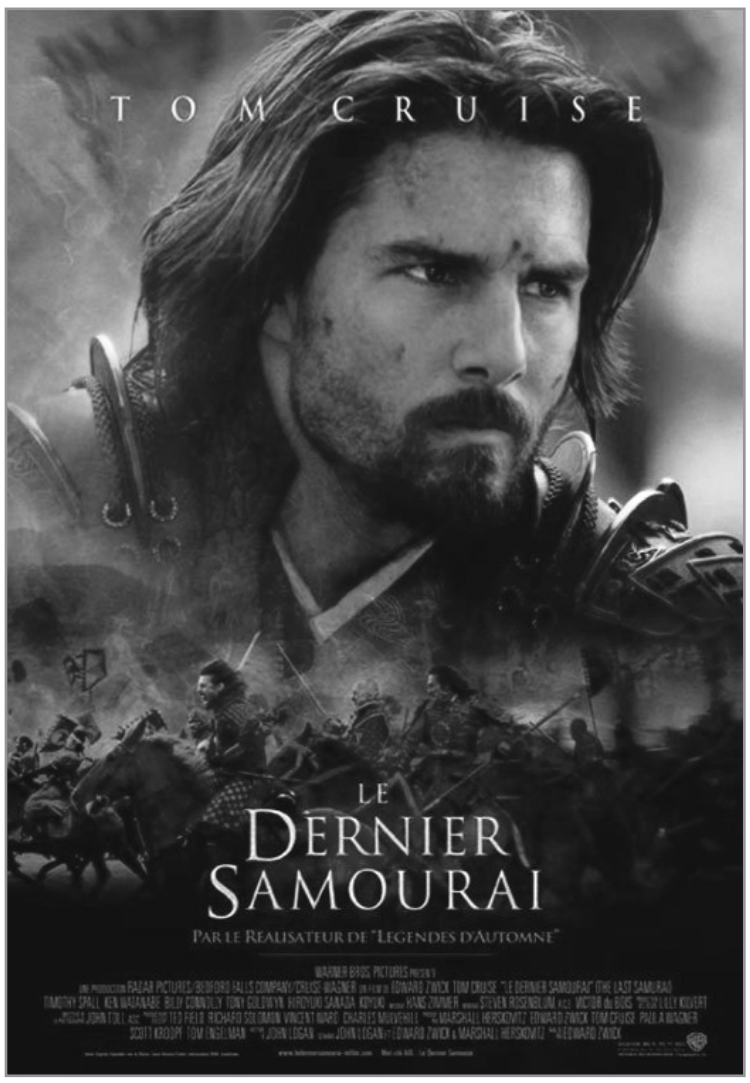
Stéphane Piolenc

❑ CINÉMA

Tradition contre modernité

Autant en emporte le vent, Le Dernier Samouraï, Avatar : trois films américains, certes, mais dont le succès commercial révèle peut-être la perméabilité du public au discours réactionnaire – une chance à saisir !

Hollywood est souvent perçu, à juste titre, comme une immense machine de propagande au service de l'idéologie libérale, cosmopolite et progressiste. En effet, les œuvres cinématographiques qui en sortent ne manquent pas, généralement, de faire la promotion d'un certain nombre de valeurs teintées d'un modernisme asphyxiant : hédonisme, individualisme, consumérisme... le tout saupoudré d'une fine couche de chauvinisme américain pour que le navet ainsi cuisiné ne rebute pas le palais patriotique de nos amis d'outre-Atlantique.



Guerre de Sécession

Il existe cependant quelques films certes esseulés mais qui n'en perdent pas pour autant l'immense mérite d'exister, qui rompent avec cette vocation propagandiste des studios californiens et prennent les pseudo-valeurs sus-décrites à contre-pied en présentant la tradition sous un jour favorable dans sa lutte contre la modernité. C'est le cas tout d'abord d'*Autant en emporte le vent* (*Gone with the Wind*), réalisé en 1939. Véritable chef-d'œuvre du cinéma américain, inspiré du roman éponyme de Margaret Mitchell, considéré par l'American Film Institute comme le quatrième meilleur film américain, il serait le plus gros succès de l'histoire du cinéma avec plus d'un milliard deux cent cinquante millions de dollars de recettes. L'action se déroule en Georgie, commence avant la guerre de Sécession et se termine quelque temps après la fin de celle-ci. Elle raconte l'histoire de Scarlett O'Hara, une jeune fille issue de la haute société du Sud, rendant compte de ses vicissitudes amoureuses. Ce qui intéressera le réactionnaire dans ce film sera le regard porté sur la guerre de Sécession, ouvertement favorable au camp sudiste. Les élites du Sud qui réclament la guerre sont présentées comme portées par un noble sentiment de liberté et d'amour de leur identité et de leur indépendance (d'ailleurs, les élites sudistes iront se battre elles-mêmes sur le front). En revanche, les nordistes sont dévoilés sous un jour extrêmement peu flatteur : les "blue-coats" ressemblant davantage à des pillards et des bandits en uniforme qu'à une armée. Et, quand la guerre sera finie, le Nord enverra au Sud ses profiteurs : ses "carpetbaggers", cosmopolites et cupides.

Dieudonné avait vu dans ce film une apologie de l'esclavage. En vérité, rien n'est plus faux et plusieurs scènes montrent bien que cet enjeu était largement secondaire et tenait davantage du prétexte pour le Nord qui, au demeurant, usa de l'abolition pour asservir plus encore le Sud. Plus intéressant encore : le film souligne que l'abolition de l'esclavage ne fit pas disparaître l'exploitation, mais que celle-ci prit une tournure plus insidieuse et, peut-être, plus inhumaine, avec les pratiques importées du Nord.

Une âme à défendre

Mais au-delà de l'esclavage, qui est reléguée au second plan et n'est absolument pas cautionné par l'esprit général du film, ce sont les idées d'identité, de tradition, de liberté et de communauté qui prévalent et sont indissociablement liées. « *Vous pourrez raconter à vos enfants comment vous avez vu disparaître le Sud* » contient une tirade de Rhett Buttler à l'adresse de Scarlett. Le Sud ne disparaît pas géographiquement, sa population n'est pas exterminée, mais c'est son âme qui est anéantie : son organisation sociale détruite, ses grandes familles réduites à l'état de misère, sa fierté écrasée, son sort livré entre les mains de la vulgarité capitaliste du Nord. L'on comprend alors à quel point un peuple que l'on prive de son identité se voit priver également de sa liberté. Un film qui commence à dater mais qui n'a pourtant pas pris une seule ride quant au message qu'il porte.

Un autre film mérite notre attention : *Le Dernier Samouraï*, film américain réalisé par Edward Zwick, sorti en 2003, et qui s'inspire de l'histoire vraie de Jules Brunet, un officier qui démissionna de l'armée française par fidélité envers le dernier *shogun* Tokugawa Yoshinobu, qui avait précédemment passé un traité d'amitié avec Napoléon III. L'intrigue se déroule autour du personnage de Nathan Algren, un vétéran des guerres indiennes, hanté par le souvenir des atrocités qu'il a dû commettre lorsqu'il portait l'uniforme. Il est engagé par M. Omura, le chef du gouvernement de l'empereur du Japon, l'empereur Meiji, afin d'en former l'armée pour mater les rebelles qui sévissent dans le pays du Soleil levant. Il sera cependant fait prisonnier par un samouraï rebelle, le seigneur Katsumoto, ancien précepteur de l'empereur. Durant son séjour forcé parmi les samouraïs, il découvrira une société vivant d'honneur et de traditions, éloignée de la vulgarité et de la brutalité du modernisme, qui finira par le séduire au point qu'il s'alliera à son ancien ennemi contre Omura. La conclusion du film est édifiante et résonne comme un enseignement que tous les réactionnaires français ont professé : l'empereur Meiji, pleurant la mort de son professeur, déclare : « *Nous ne devons pas oublier qui nous sommes ni d'où nous venons*. » Une phrase qui, à elle seule, résume le sens de notre combat : il ne s'agit pas de nier les évolutions qu'implique l'histoire humaine, mais cela ne saurait se faire au prix de notre identité. Une formule ô combien subversive en ces temps matérialistes, consuméristes et révolutionnaires, où Louis XIV et Napoléon ont été bannis de nos manuels d'histoire.

Le matérialisme combattu sur Pandora

Enfin, un dernier film que l'on peut retenir, et que nous avions déjà traité dans nos colonnes, est *Avatar* de James Cameron. Ce film de science-fiction relate l'occupation d'une planète, Pandora, par les mercenaires d'une compagnie terrienne qui en extrait un minerai : l'unobtainium. Mais la planète est déjà habitée par un peuple indigène à la technologie primitive : les Na'vis qui vouent un culte à la nature. Là encore, l'opposition entre tradition et modernité est frontale. Deux sociétés s'affrontent : la société matérialiste, mercantile, démocratique et libérale de la Terre, contre la société des Na'vis, monarchique, traditionnaliste et religieuse. Il est certain que James Cameron n'a pas perçu la nature particulièrement réactionnaire de son propre film. Pourtant, ce dernier a suscité des critiques féroces de la part de la presse progressiste qui a bien perçu que l'engagement des Na'vis était celui d'un peuple qui se battait pour conserver sa souveraineté sur sa terre, pour défendre ses traditions et son identité, contre les Terriens pour qui le royaume des Na'vis a pour immense défaut de se trouver au dessus « *d'un gros tas d'oseille* ».

L'immense succès de ces trois films ne peut pas nous laisser indifférent. Ils dénotent sans doute, dans l'inconscient de nombre de nos contemporains, un dégoût de plus en plus croissant pour la "civilisation" moderne et matérialiste. Le culte du dieu progrès s'est consumé dans les fours d'Auswitch et dans le brasier atomique d'Hiroshima. Mais au-delà du succès de ses films, leur existence même nous interpelle sur la nature de notre combat : si Charles Maurras disait « *politique d'abord* » l'analyse critique de ces quarante dernières années nous inciterait plutôt à dire « *métapolitique d'abord* » L'on voit bien combien le terrain culturel permet de faire passer des idées réactionnaires qu'un Maurras ou qu'un Bernanos n'auraient pas reniées, bien plus facilement que par le seul combat politique. Pourrait-on rêver qu'il y ait un jour une superproduction sur les Jacobites ou les Chouans ? Il y a tout un travail de reconquête du terrain culturel à opérer. Une certaine droite, notamment identitaire, a déjà commencé à l'opérer. Les royalistes n'ont pas à rester sur le banc de touche. ■

Stéphane Piolenc

BIBLIOTHÈQUE

Le nationalisme de Charles Maurras

IL FAUT COMMENCER par affirmer, enseigner, distribuer une doctrine positive, qui puisse intéresser ensemble les cerveaux et les cœurs. [...] Commencez par poser l'idée de la France. Faites que vos contradicteurs à venir soient portés à donner la même importance que vous à l'indépendance française. Pour cela, développez la philosophie du nationalisme français. Motivez avec force les sentiments que vous voudriez enraciner parmi les esprits cultivés. Le meilleur moyen de prouver la valeur de l'idée de patrie, c'est de montrer de façon concrète ce que la nôtre vaut, ce que nous lui devons, comment elle nous enveloppe, nous soutient et nous prédestine de toute part. Notre histoire, bien analysée, peut égaler le plus émouvant des poèmes.

Patriotisme et nationalisme

Les deux mots [...] ont des acceptions parfaitement distinctes. Patriotisme s'est toujours dit de la piété envers le sol national, la terre des ancêtres et, par extension naturelle, le territoire historique d'un peuple : la vertu qu'il désigne s'applique surtout à la défense du territoire contre l'Étranger. Comme le mot suppose une frontière déterminée, un État politique défini, il a quelque chose d'officiel. [...] Mais, si nécessaire que soit le patriotisme, loin de rendre inutile la vertu de nationalisme, il la provoque à la vie. Nationalisme s'applique en effet, plutôt qu'à la Terre des Pères, aux Pères eux mêmes, à leur sang et à leurs œuvres, à leur héritage moral et spirituel, plus encore que matériel. Le nationalisme est la sauvegarde due à tous ces trésors qui peuvent être menacés sans qu'une armée étrangère ait passé la frontière. [...]

De ce qu'un peuple impose [...] à un autre peuple, il ne s'ensuit pas du tout qu'il le rapproche d'une culture plus générale et plus voisine de l'universel. Cela peut arriver. Cela n'arrive pas toujours. Le propre de l'esprit classique français est de s'enrichir par adaptation, par intussusception de toutes les grandes découvertes de l'humanité. [...] Il y a donc autant de nationalismes que de nations. Mais la même difficulté peut se poser pour le patriotisme aussitôt qu'il se distingue de la simple piété élémentaire du sol natal et de son clocher. Pas plus que les hommes, les patries ne sont égales ni les nations. ❑

Charles Maurras
Mes Idées politiques

❑ CRAF

Adresse aux militants

C'est aux jeunes, formés à l'AF, d'agir avec générosité et intelligence. Nous sommes sur une ligne de crête, et il nous appartient de garder le cap sans s'abîmer sur l'un ou l'autre des versants...

Quand la jeunesse se refroidit le reste du monde claque des dents, affirmait Georges Bernanos. Et de fait, quand bien même serait-il question du réchauffement de la planète, notre société occidentale semble bien froide et atone devant les événements qui bouleversent le monde. Les militants d'Action Française sont sommés quant à eux de donner un coup de chalumeau à cette tour de Babel vacillante.

Immigration...

Je sais que la toute petite partie de la jeunesse de France qui fréquente notre mouvement est sensible, comme beaucoup d'autres, à l'immigration-invasion que les "humanistes" friqués des beaux quartiers leur imposent avec une morgue moralisatrice qui donne la nausée. Quoi, serions-nous racistes ? A ce signal lancé à tort et à travers, toute la mécanique répressive s'abat brutalement sur celui qui aura osé contester le droit des autres peuples à se croire chez eux, alors qu'ils sont chez nous. Eh bien non, n'en déplaise aux notables apatrides qui nous gouvernent, nous ne sommes pas racistes et nous sommes même radicalement hostiles à toutes formes de racisme.

Et que nos ennemis n'aillent pas prétendre que nous nous sommes acheté une conduite ! Voilà ce que Charles Maurras, notre maître, déclarait en 1938 dans un échange public avec le Vatican : « *Ni linguisticisme, ni racisme : politique d'abord ! Une politique nationale envisage les peuples comme des peuples, non comme des langues ou des sangs. Des races, si l'on veut, mais des races historiques. Entre tous, l'élément biologique est le plus faiblement considéré et le moins sérieusement déterminé. Dès lors, ces déterminations vagues d'une part, ces faibles considérations, d'autre part, ne peuvent porter qu'un effet : l'exaltation des fanatismes.* »

Mais cela n'autorise personne à décider la négation des spécificités culturelles, selon laquelle tout un chacun est chez soi partout. Ce déni de l'authenticité des peuples, de leur originalité, liée à leur histoire, leurs traditions, leurs croyances et leur terre est même une véritable violence qui s'exerce contre eux. Les vrais racistes sont ceux qui exigent que tous les peuples répondent aux canons occidentaux, démocratiques et laïques, ou anglo-saxons et protestants. Nous refusons cela de la même manière que la nation sioux refusait la conquête "civilisatrice" des Yankees.

Culture chrétienne

Nulle haine dans notre combat, car nous sommes fidèles à notre vieille culture chrétienne. Mais nous sommes déterminés. Car l'affaire est entendue ; l'immigration africaine ne sera supportable que minoritaire, pour ne pas dire marginale, dans notre pays. Si les vagues incessantes d'immigrés, organisées par les instances financières internationales, pleines de promesses mais sans emploi au bout d'une longue pérégrination, développent de la délinquance, comme le rappelait Zemmour, nous savons que les coupables sont bien au chaud dans les ministères, à New York à Bruxelles, dans les conseils d'administration et les rédactions.

Politique d'abord ! C'est eux qu'il nous faut dénoncer, car, de toute évidence, les immigrés sont, tout comme nous, des victimes de ce système qui ne sert que les intérêts des oligarques. Commençons par croire en la France, contrairement aux jeunes gens au front bas et à la nuque épaisse qui ont déjà jeté la patrie et se réfugient derrière le concept réducteur de la seule Europe blanche, ce vieux phantasme du IIIe Reich. Commençons par croire en la France en refusant, avec force, l'ignoble provocation d'un Jacques Attali, valet et caution intellectuelle de la finance mondiale, qui va jusqu'à nier publiquement l'héritage chrétien de notre pays. On parle d'assimilation, mais assimilation à quoi ? Les violences dans les banlieues ne sont pas le fait d'immigrés de la première génération, mais le plus souvent de la seconde et des suivantes. Ceux-là parlent "bien" le français, connaissent bien les transports urbains, savent se servir des téléphones et ordinateurs de la toute dernière technologie. Ils se sont bien assimilés... à la banlieue.

Il y a certes une revendication islamiste identitaire de circonstance dont il ne faut pas sous-estimer le danger, mais qui n'est que le remplissage d'un vide culturel abyssal et finalement une instrumentalisation d'une religion dans sa version la plus hostile aux juifs et aux chrétiens, ainsi d'ailleurs qu'aux minorités de l'islam, en cohérence, du fait des médias, avec les manifestations de haine qui éclatent en Irak, au Pakistan et dans le monde. La France, ils ne la connaissent pas, parce que personne ne leur en a parlé. Sauf pour dénoncer la "France moisie". Ils ne connaissent que l'"anomie" de notre société évoquée régulièrement par le sociologue, notre ami Michel Michel, et qui fait miroir à leur propre anomie. Tout au plus entendent-ils se décliner les fameuses valeurs républicaines : Valeurs grandiloquentes du contractualisme, nées au sein de la sanglante révolution jacobine et sectaire...

Il y a mieux à faire !

Il y a mieux à faire, et c'est aux jeunes, formés à l'AF, d'agir avec générosité et intelligence. Nous sommes sur une ligne de crête, et il nous appartient de garder le cap, sans s'abîmer sur l'un ou l'autre des versants qui s'opposent. Cette exigence implique un engagement, tant physique (on l'a vu au Quartier Latin) qu'intellectuel. Pour le combat que nous menons, la formation, qui passe notamment par la lecture des ouvrages de base et la participation aux cercles et aux conférences, est primordiale. Faute de quoi, il vaudra mieux rejoindre les troupeaux bêlants des idées faciles qui ne sollicitent que la région du bas-ventre. ■

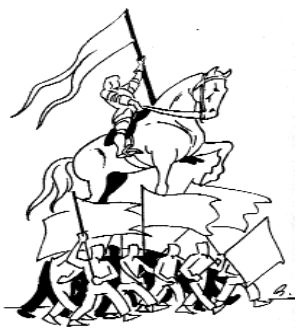
Olivier Perceval

❑ **Catholiques pour les libertés économiques** (CLÉ) – Conférence-débat le lundi 2 mai à 18 h 30, salle de l'ASIEM 6 rue Albert de Lapparent Paris 7e (métro : Sèvres-Lecourbe) : *Une nouvelle Belgique est-elle possible ?* par Christophe Buffin de Chosal, historien et directeur de programme à United Business Institutes. Participation 15 euros. Réservation : CLÉ, 5 rue Dufrénoy, 75116 Paris.

❑ DIMANCHE 8 MAI

Fête de Jeanne dArc

Retenez cette date : le dimanche 8 mai, à 9 h 30, participez au cortège traditionnel en l'honneur de Jeanne d'Arc. La veille, un banquet réunira les amis d'AF.



❑ **Samedi 7 mai : Banquet des amis d'AF** - Rendez-vous à 13 heures au restaurant Le Père Louis, 38 rue Monsieur le Prince, Paris 6e. Inscription : 30 euros ; étudiants et chômeurs : 25 euros. Réservation obligatoire (places limitées) ; chèques à l'ordre du CRAF, à adresser à Giovanni Castelluccio, CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

❑ **Dimanche 8 mai ; Cortège traditionnel en l'honneur de Jeanne d'Arc - Rendez-vous à 9 h 30 devant les marches de l'église de la Madeleine.**

JEANNE EN PROVINCE

❑ **Bayonne** – Samedi 7 mai à 15 heures, square Léon-Pouzac, dépôt de gerbe, discours.

❑ **Bordeaux** – Dimanche 8 mai à 10 h 30, rond-point maréchal de Lattre de Tassigny, dépôt de gerbe, discours politique.

❑ **Limoges** – Dimanche 8 mai à 12 heures, dépôt de gerbes à la statue place Fournier.

❑ **Nice** – Dimanche 8 mai à 10 h 45, messe suivie d'un discours, église Sainte-Jeanne d'Arc, 8 rue Vincent Fossat. Inscription au déjeuner auprès de M. Jean-Pierre Thouvenin, par téléphone au 04 93 81 22 27.

❑ **Neuilly** - Dimanche 8 mai à 17 heures, dépot de gerbe devant l'eglise Saint-Pierre-de- Neuilly

❑ **Nîmes** – Dimanche 22 , cérémonie, église Saint-Baudile.

❑ **Rognonas** (Bouches-du-Rhône) – Samedi 7 mai, messe à 12 heures, dépôt de gerbe à 13 h 15. Déjeuner en plein air à 13 h 30 au domaine d'Oléon ; participation : 17 euros ; inscription avant le 1er mai au 06 21 63 27 65.

❑ **Toulouse** – Dimanche 8 mai à 16 heures, place Jeanne d'Arc, dépôt de gerbe, discours.

» CONFÉRENCES

❑ **Vendredi 29 avril** : "Les idées royalistes sur l'écologie", par Jean-Philippe Chauvin, professeur d'histoire.

❑ **Vendredi 6 mai** : "Droit de l'homme, droit naturel, écologie", par Stephane Piolenc, porte-parole des Jeunes Royalistes de l'Alliance royale.

***Rendez-vous à 19 h 30** dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal, entrée libre).*

» COMPTE RENDU

France royaliste – Nice-Provence

Nos amis ont été heureux de se retrouver dans les Salons du Grand Hôtel Aston à Nice, le 10 avril dernier à l'occasion de la réunion de printemps de l'Association. Le déjeuner amical qui a permis de retrouver deux précédents conférenciers : MM. Pierre Gouirand et Philippe Prévost, a été l'occasion d'intéressantes conversations. Ce déjeuner a été suivi par la conférence très appréciée de M. Gérard Bedel, professeur à l'Institut catholique de l'Enseignement supérieur de .La Roche-sur-Yon. Le sujet était d'une brûlante actualité puisqu'il concernait la décadence actuelle de notre société et, M. Bedel spécialiste de l'empire romain, a souhaité comparer la décadence actuelle à la civilisation antique qui connut pourtant pendant des siècles des heures de gloire. Conférence très documentée qui a eu le mérite de faire comprendre aux Français la cause de leurs difficultés du moment. Mais sont-ils capables de comprendre l'histoire qui n'est pourtant qu'un perpétuel recommencement ?

» DÉCÈS

Le Cercle Saint-Charles communique : un grand homme, un ami nous a quittés ; Pierre Causse s'est éteint le jeudi 31 mars 2011. Président du Souvenir catholique en Languedoc, association créée il y a 20 ans par le père Salem Carrière pour perpétuer la mémoire des victimes de la Révolution française massacrées en haine de la foi, association qu'il était parvenu grâce à ses convictions et à son dynamisme à fédérer avec les Chouanneries de France.

Vice-président du Cercle royaliste catholique de Nîmes, Pierre Causse était très impliqué dans les nombreuses causes au service desquelles il mettait son talent d'historien et de conférencier.

Il était présent chaque année le 11 novembre, pour déposer avec nous une gerbe sur le monument érigé à Nîmes à la mémoire des soldats de l'action française tombés au champ d'honneur à la grande guerre. Jusqu'à la fin, il est resté un homme de conviction au noble courage.

❑ BOUTROS BOUTROS-GHALI

La démocratie est un cliché

Ancien Secrétaire général de l'ONU et de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali est actuellement président de l'Académie de droit international de La Haye et participe activement aux travaux de l'Unesco. Il revient sur la seconde moitié du XXe siècle et esquisse un débat sur la démocratie.

❑ ***L'AF 2000*** **- Quel regard portez-vous sur le monde actuel ?**
Boutros Boutros-Ghali - Nous assistons malheureusement à une série de problèmes et de conflits : des guerres civiles, l'émergence de phénomènes de fondamentalisme, des tensions, des émeutes, des révolutions, des persécutions, des génocides, des problèmes sanitaires et vitaux, des problèmes écologiques mais aussi une crise économique et financière à l'échelon planétaire. La société internationale n'a pas encore réussi à adopter un système qui prend en considération ces problèmes dans leur ensemble, empêchant leur répercussion sur chaque pays. Or, il existe un intérêt commun international qui devra constituer la trame d'une réflexion en vue de l'adoption d'un nouvel ordre international fondé sur la justice et le droit, dans le respect des spécificités nationales. Je l'ai dit et le répète : le droit international devra être, pour les États, non seulement un ensemble normatif mais aussi un langage commun pour aboutir à une harmonie entre les nations. Par ailleurs, les tensions devront être apaisées et non attisées par les médias. Enfin, les données économiques et sociales ainsi que les facteurs culturels doivent être pris en considération en permettant à chaque entité de prospérer dans son environnement d'une manière équitable pour assurer une harmonie naturelle entre les nations.

Boutros Boutros-Ghali (à droite) en compagnie d'Élie Hatem

❑ **L'objectif des Nations Unies, à l'origine, était de maintenir la paix et la sécurité internationale. Pourquoi cet objectif n'est-il pas atteint ?**
Lors de la création des Nations Unies, en 1945, cette organisation était affrontée à la souveraineté des États qui n'acceptaient pas leur soumission à une autre autorité. Cela rendait difficile voire impossible le règlement des conflits en imposant une solution venant d'un tiers, en l'occurrence l'ONU. Ensuite, durant la Guerre froide, la bipolarisation a sclérosé l'organisation mondiale. L'impuissance de l'ONU vient également de ses mécanismes qui n'ont pas été réformés. Cela aurait pu se produire à la sortie de la Guerre froide. Il faut espérer qu'un nouveau dynamisme mené par des personnalités politiques soucieuses de l'avenir de la planète puisse donner l'élan d'une réforme voire d'une refonte de cette organisation et son remplacement par une nouvelle mieux adaptée aux évolution mondiales. Le monde est en pleine mutation, aussi bien sur le plan politique que technologique. Nous vivons une véritable révolution dans ce domaine, ce qui engendre des problèmes inédits. Il va donc falloir associer de nouveaux acteurs aux relations internationales. Les organisations non gouvernementales (les ONG) surplombent de plus en plus les organisations internationales car, grâce à leurs spécialisations, elles apportent des solutions appropriées. Je crois à ce nouvel élan d'organisations qui remplaceraient les Nations Unies avec la participation de la société civile.

❑ **Certains disent que votre réélection à la tête de l'organisation mondiale a été empêchée. Est-ce vrai ?**
En effet, j'ai essayé d'avoir une autonomie d'action lors de mon mandat de secrétaire général des Nations Unies, avec une approche globale, au-delà du simple maintien de la paix, en incluant une action économique et sociale. Cela déplaisait aux pouvoirs politiques de certaines grandes puissances. Je m'affrontais sans cesse aux pouvoirs politiques et aux groupes de pression. D'ailleurs, je n'avais pas hésité à le dire : les Américains voulaient faire de moi un secrétaire alors que je m'étais érigé en général. Avant la fin de mon mandat, les Américains ont fait campagne contre moi. En 1997, il se sont opposés à ma réélection. Ma position condamnant le massacre de Cana au Sud-Liban par Israël fut pour quelque chose dans le vote américain.

❑ **Vous faites allusion à la "super-puissance" américaine, à des groupes de pression... Qui, selon vous, gouverne le monde ?**
Je n'ai jamais parlé d'une "super-puissance" américaine et je ne pense pas qu'il existe une seule puissance qui puisse gouverner le monde. La réalité est beaucoup plus complexe qu'on ne le pense. Les légendes alimentent les passions et les fantasmes... Le pouvoir est aujourd'hui dilué voire invisible. Nous assistons à l'émergence des multinationales vers lesquelles le pouvoir est transféré. L'État perd de plus en plus de son importance. La notion de souveraineté est en pleine crise. Par ailleurs, la révolution technologique renforce les médias qui détiennent une marge de pouvoir considérable.

❑ **Que représente la francophonie pour vous ?**
Mon élection au poste de secrétaire général des Nations Unies en 1992 a été encouragée en grande partie par la France. Le président François Mitterrand et Roland Dumas, son ministre des Affaires étrangères, y ont particulièrement contribué. À l'issue de mon mandat, je me suis vu confier le poste de secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), en 1997, sous l'impulsion de la France, notamment du président Jacques Chirac. Je me suis employé à renforcer les liens entre les pays francophones dans l'espoir de construire un véritable organisation, voire un "monde francophone" appelé à s'ériger en une puissance internationale. À mes yeux, la francophonie ne doit pas se contenter d'une dimension linguistique mais doit se transformer en un véritable mouvement politique avec une ouverture sur les pays qui partagent les mêmes valeurs que la France millénaire a progressivement instituées.

❑ **Pensez-vous que la France pourra reconquérir sa place sur la scène internationale ?**
La France est non seulement une grande puissance internationale mais elle est le centre de gravité du monde francophone. Elle bénéficie d'une large sympathie auprès d'un bon nombre de pays grâce aux valeurs qu'elle incarne. Elle dispose d'une présence et d'une influence dans le monde. La politique étrangère de la France dépend de la volonté et des choix des dirigeants français et de leur prise de conscience de ces éléments.

❑ **Aujourd'hui, des évènements douloureux agitent le monde arabe. Comment analysez-vous cette situation ?**
Il s'agit d'une situation dramatique qui affecte une grande partie du monde arabe par l'agitation de mouvements populaires. Cela a été déclenché d'abord en Tunisie où la population jouit d'un grand niveau culturel. En Égypte, c'est le régime autoritaire et la crise économique ainsi que le chômage rampant et la pauvreté qui ont contribué à l'émergence du mouvement qui a renversé le régime. En Libye, au Yémen, à Bahrein et en Syrie, nous retrouvons les mêmes phénomènes...

❑ **Pensez-vous qu'il s'agit de mouvements fortuits et d'une contagion de masse incontrôlée ?**
Il est très difficile de s'y prononcer avec certitude. Néanmoins, on peut s'interroger sur la concomitance de ces mouvements qui semblent, dans une certaine mesure bien menés et organisés, et sur leur émergence uniquement dans un grand nombre de pays arabes. Je ne pense pas qu'il s'agit d'un phénomène fortuit ou d'une simple contagion. Il pourrait y avoir, derrière ces mouvements, une main voire plusieurs mains invisibles à qui profite cette déstabilisation. Le changement des régimes aurait pu avoir lieu d'une manière plus progressive et constructive en évitant ce chaos. Mais malheureusement, on assiste au scénario irakien, à la différence près qu'en Irak le changement du régime s'est opéré par une intervention militaire apparente et franche étrangère maquillée par les motifs qui n'échappent plus à personne ; tandis que dans les autres pays le processus s'opère par l'instigation de mouvements internes. L'ensemble conduit au même résultat : l'émergence de courants et de mouvements politiques qui entreront en conflits permanents.

❑ **Les Chrétiens sont-ils vraiment menacés en Orient?**
Pas plus que les autres communautés. Certains évènements sont relatés et exploités d'une manière exagérée par les médias pour créer une véritable psychose et une atmosphère de tension dans la région. Prenez l'exemple de l'Egypte : les incidents entre coptes et musulmans ont souvent eu lieu mais on en parlait pas pour autant... Dans un village, quand on construisait une église, il fallait construire une mosquée avec un minaret plus haut que le clocher de l'église et vice versa... Ceci dit, les conflits entre musulmans sunnites et musulmans chiites sont bien plus graves que les conflits entre chrétiens et musulmans, ce qui n'est pas une consolation pour nous les Chrétiens. J'espère que la violence épargne l'ensemble des communautés.

❑ **Que pensez-vous de l'argument selon lequel les pays occidentaux désirent implanter la démocratie dans les pays arabes ?**
Hélas, la démocratie devient un cliché voire un slogan lancé pour attirer et amadouer l'opinion publique du fait de l'amalgame fait entre la liberté et la démocratie. Or ces notions sont tout à fait distinctes. La démocratie est le mode d'exercice du pouvoir politique. Ce n'est pas à vous que j'apprendrai qu'il existe différentes définitions et formes de démocraties. Certaines formes qui fonctionnent dans certains pays ne peuvent pas être transposées aux autres. Par ailleurs, on ne peut pas imposer un système identique, homogène et global de l'exercice du pouvoir à l'ensemble des nations. Chaque pays a son histoire, sa culture, ses traditions, ses croyances et sa construction sociale qui doivent l'habiliter à établir ses institutions. Prenez l'exemple du Liban où les pouvoirs institutionnels sont partagés par les différentes communautés (le Président de la République chrétien maronite, le Premier ministre musulman sunnite, le Président de la Chambre musulman chiite et les autres fonctions ministérielles à chacune des communautés qui composent la mosaïque libanaise) ou encore l'Afrique où l'Etat-nation a démontré son échec. L'africain se sent plus protégé par sa tribu que par son gouvernement. Certaines tribus ont malheureusement été disséminées entre deux ou plusieurs Etats... L'avenir des nations devra être décidé par chaque nation. Il ne devra pas être imposé par une volonté transnationale d'instaurer l'exemple démocratique occidental à l'ensemble des nations. ■

Propos recueillis par Élie Hatem

Édité par PRIEP S.A. au capital de 59 880 euros – 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Imprimerie RPN – 93150 Le Blanc-Mesnil
Numéro de commission paritaire 0415I86761 – Directeur de la publication : M.-G. Pujo